



REPUBLIQUE DU BENIN

.....*.....

UNIVERSITE D'ABOMEY CALAVI (UAC)

.....*.....

FACULTE DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

.....*.....

ECOLE DOCTORALE PLURIDISCIPLINAIRE

.....*.....

MEMOIRE DE D.E.A.

FILIERE : HISTOIRE

OPTION : HISTOIRE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DES LIBERTES EN AFRIQUE

Thème :

L'ATACORA SOUS L'OCCUPATION COLONIALE (1895 – 1960) :

LA CONDITION HUMAINE EN QUESTION

PRESENTE PAR :

Pierre Sékou DOKO

Tél : 97.07.58 .41

95.22.05.82

SOUS LA DIRECTION DE :

Félix A. IROKO

Professeur titulaire à l'Université

d'Abomey - Calavi

ANNEE ACADEMIQUE: 2011-2012

Mes remerciements :

Au Professeur Félix A. IROKO pour avoir accepté de diriger ce travail.

Aux professeurs Roger N'TIA et Anselme GUEZO qui ont bien voulu parrainer notre inscription pour les études doctorales en nous délivrant des lettres de recommandation.

A tous les professeurs qui ont assuré notre formation durant toute la période de préparation du Diplôme d'Etudes Approfondies (D.E.A.). Nos remerciements particuliers aux professeurs Sébastien C. SOTINDJO et Jérôme C. ALLADAYE pour leur contribution.

A mon épouse et à mes enfants pour leur soutien.

INTRODUCTION

La capitulation de Béhanzin le 25 janvier 1894 mettait un terme à la conquête du Bas-Dahomey par la victoire des troupes du Général Dodds. Mais dans sa course vers le septentrion où la présence allemande au nord-ouest et celle anglaise au nord-est s'étaient déjà affirmées, la France eut des accroc à s'implanter. Elle obtint à l'arraché, après des négociations avec les Allemands, la région qui fait l'objet de notre étude. Cela lui a permis de faire la jonction avec le Haut-Sénégal-Niger et le Gourma.

Malgré les accords actés entre Européens, l'occupation du pays ne s'est pas réalisée aussi facilement que le pensait la France. La présence des « Blancs » au sein des populations était ressentie comme une intrusion dans leurs préoccupations habituelles¹. Blaisées dans leur amour propre, les populations manifestèrent leur hostilité² à son implantation.

L'occupation des lieux a été aussi pénible parce que le relief paraissait infranchissable et lorsque le cercle de Djougou-Kouandé avait été créé (1897-1898), aucune information ne parvenait au Lieutenant-gouverneur à Porto-Novo³ au sujet des populations « Somba » du nord-ouest et ce jusqu'en 1910, année de création du cercle de l'Atacora.

L'implantation effective de l'administration coloniale dans cette région coïncidait cependant avec les heurts de la première guerre mondiale. Il fallait convaincre les populations à accueillir la conscription des jeunes gens qui devaient être enrôlés dans les troupes de « tirailleurs sénégalais ». Une exigence qui, malgré les vaines distributions de pacotilles, fut balayée du revers de la main par les populations. Leur implication dans divers travaux d'infrastructures administratives, routières et le portage leur pesait déjà trop. Vouloir déporter des

¹ L'imposition de la culture française troublait la quiétude des populations qui étaient habituées à un train de vie contraire à celui auquel elles devaient faire face.

² Il y a eu aux débuts de la pénétration coloniale des manifestations d'opposition qui ont été très tôt réprimées qui seront abordées dans la première partie au chapitre III.

³ Cet aspect sera développé dans la deuxième partie de notre travail.

jeunes vers des terres ignorées pour une cause tout aussi inconnue était une nouvelle injonction qui ne saurait être accordée.

Le déclic fut lancé par KABA le « rebelle », de son vrai nom BIO TCHAYEBA, dont le neveu avait été identifié pour être conscrit. KABA n'ayant pas d'enfant, ce neveu était devenu son enfant adoptif. KABA qui se préparait d'ores et déjà à débouter le Blanc du pays réagit contre cette nouvelle donne. Il prit le maquis, réussit à persuader les populations et à manifester un sursaut populaire. Une position qui mit à mal les objectifs poursuivis par l'administration coloniale⁴ qui dut prendre des mesures répressives pour mettre un terme à la « pagaille » organisée par KABA et les siens.

Au lendemain des représailles et de la pacification, la collaboration entre la population et l'administration coloniale devint presque impossible. Les jeunes gens prenaient leurs jambes au cou pour aller s'enfermer en pleine brousse dès l'annonce de l'arrivée d'un Blanc ou des gardes de cercle.

Pour rétablir l'ordre, le pouvoir colonial dut user de la force avec l'appui des chefs de cantons et des chefs de villages à qui désormais une rétribution, quoiqu'infime, était accordée. Le travail forcé fut dorénavant le maître-mot pour toutes les prestations d'ordre public, puisque les populations acceptaient difficilement les contrats de travail contrairement à leurs compatriotes du Bas-Dahomey qui connaissaient déjà la valeur du numéraire.

Nous nous proposons de réfléchir sur « les conditions de vie des populations de l'Atacora » de 1895 à la veille de l'indépendance en 1960. En fait, nous voulons montrer à travers ce thème, l'amertume des populations, surprises dans leur cachette, asservies sans réserve par une administration coloniale, qui, à aucun moment n'a voulu desserrer les mailles de son filet d'asservissement pour que ce peuple respirât l'air de la liberté. Nous en faisons notre préoccupation

⁴ Le sabotage du pouvoir colonial avait provoqué une baisse économique sur une longue période.

même si quelques aspects de ce thème ont été abordés de façon isolée par d'autres chercheurs.

Dans leur fuite permanente, les populations de l'Atacora pensaient trouver enfin un refuge où elles seraient épargnées de toute tribulation, un lieu qui leur servirait de rempart contre l'attaque des envahisseurs⁵. Malheureusement, ces fortifications montagneuses ont été franchies et elles furent rattrapées par l'envahisseur, qui brisa leur rêve.

La France qui a longtemps combattu en Europe pour sa liberté et s'attribue même le mérite de la proclamation des droits universels de l'homme, avait ignoré, devant ses intérêts, que les peuples africains et en particulier ceux de l'Atacora, pouvaient aussi en avoir besoin.

Sur la période que nous avons choisie d'étudier, l'impérialisme français a eu raison des peuples de l'Atacora coupés de tout développement, privés de moyen d'expression et de toutes formes de revendication de leurs droits élémentaires. La lutte de l'élite intellectuelle du Dahomey, manifeste au Sud dans les années 1920⁶ n'avait pas semble-t-il, fait aucun écho des exactions de l'administration coloniale dans cette localité isolée. Ce sont ces conditions de vie qui se traduisent par la misère, l'appauvrissement, l'arriération, le mépris des cultures endogènes, le retard socio-économique, etc., qu'ont vécu les populations de l'Atacora la mort dans l'âme, pendant un demi siècle.

C'est cette problématique que nous nous proposons d'analyser à travers les activités de l'administration coloniale qui, de notre point de vue, peuvent permettre de comprendre l'évolution économique, sociale et politique de cette région de 1895 à 1960.

⁵ Elles luttèrent contre les razzias des bariba et les attaques des Tchokossi du Togo.

⁶ « Le pourcentage de lettrés, l'existence de plusieurs petites presses artisanales, permirent l'édition de feuilles modestement imprimées, souvent éphémères faute de moyens, mais constituant un moyen de dénonciation et d'agitation sans équivalent comparativement au Nord. En 1933-1935 paraissaient LE PHARE DU DAHOMEY d'Auguste Nicoué, le COURRIER de Blaise Kouassi. LA VOIX DU DAHOMEY, L'ETOILE DU DAHOMEY, LA PRESSE PORTO-NOVIENNE ». DEBOUROU (D. M.) *Equipement et travail forcé dans le Nord-Dahomey, de 1897 à 1939*, Mémoire de Maîtrise, Paris, 1975, 156P. p. 124.

Dans le cadre de cette étude de faisabilité, nous allons nous appesantir sur le chapitre intitulé : « Le mouvement de résistance anticoloniale (1915-1917)».

PREMIERE PARTIE

APPROCHE CONCEPTUELLE ET METHODOLOGIE

I- PROBLEMATIQUE

Ce n'est pas un fait de hasard si sur le plan économique, social et politique, l'Atacora est demeuré en retard. Isolé pendant très longtemps des réalités de l'administration coloniale faute de moyens de communication efficaces et du refus d'ouverture des populations au système colonial, l'Atacora a vécu sous la dépendance coloniale sans progrès économique significatif. Mais, qu'est-ce qui justifierait le refus des populations de coopérer avec l'administration coloniale ? Quelle a été la position de l'administration coloniale face à cette conduite ? Quels en ont été les résultats ? Quels ont été les stratégies, méthodes et moyens d'action mis en œuvre par l'administration coloniale pour parvenir à ses fins ? En 1946, le travail forcé a été officiellement aboli par une loi et le code du travail avait été revu. Les conditions de vie des populations de l'Atacora s'en trouvèrent-elles améliorées ?

Nous voulons répondre en prenant à titre illustratif les raisons des soulèvements et la lutte armée des populations contre l'administration coloniale (1915-1917), leurs conditions de vie et de travail après la pacification jusqu'à la veille de la souveraineté nationale.

II CLARIFICATION CONCEPTUELLE

Notre thème d'étude contient des mots clés tels : *l'occupation coloniale*, qu'il convient de clarifier pour une meilleure compréhension du présent travail.

Occuper un pays, c'est s'en emparer en s'y établissant en maître ; c'est en prendre possession en s'y installant solidement pour des fins données. Si tel est le sens de ce concept, l'occupation coloniale serait alors l'invasion d'un pays par un autre plus puissant qui le soumet à son administration sur le plan politique, économique, culturel et social. C'est ce que l'occupation française s'est employée à réaliser dans ses différentes colonies en A.O.F. et plus précisément au Dahomey. Sa présence dans le cercle de l'Atacora n'a pas manqué de laisser des empreintes au sein des populations. Les conditions humaines ont été l'épineuse

question, vu que la population, jusqu'à la veille de l'indépendance, n'a pas pu se soustraire au carcan de l'administration coloniale.

III- REVUE DOCUMENTAIRE

Des nombreux travaux scientifiques effectués sur l'administration coloniale, très peu ont abordé de manière spécifique les privations des droits de la personne et de ses libertés à travers les exactions perpétrées par l'ordre colonial dans l'Atacora. Par contre d'autres l'ont approché et ont fait de très bonnes analyses qui ont été d'une grande utilité dans le cadre de notre travail. En voici quelques-uns que nous avons consultés.

➤ **ALMEIDA-TOPOR (d'H.)**, 1995, *Histoire Economique du Dahomey* (Bénin) 1890-1920, Paris, Edit. L'Harmattan, Volume II, 422 p.

Excellent ouvrage qui nous a fourni des informations sur les mouvements de résistance dans l'Atacora.

➤ **DEBOUROU(M.)**, 1975, *Equipement et Travail Forcé dans le Nord-Dahomey, de 1897 à 1939*, Mémoire de maîtrise, Paris, 156 p.

Ce travail nous a été utile dans la connaissance du recrutement militaire, qui a été la cause essentielle de la révolte de KABA, les vraies raisons se trouvant être dans la revendication des droits de la personne bafouée.

➤ **GARCIA (L.)**, 1970, *Les mouvements de résistance au Dahomey* (1914-1917), In « Cahiers d'Etudes Africaines », Paris, Ed. Karthala, pp. 144-178.

Ce document nous a permis de faire une étude comparative entre les différents mouvements de résistance. Il nous a livré en outre quelques bribes d'informations sur les conditions de vie des populations de l'Atacora durant cette période.

➤ **KOUANDETE (I. M.)**, 1971, *KABA, un aspect de l'insurrection nationaliste au Dahomey*, Porto-Novo, Edit. Silva, 96p.

Excellent ouvrage sur la guerre de KABA. Nous y avons trouvé d'intéressantes informations ; mais l'auteur ne nous livre pas les références de ses sources d'information.

➤ **MERCIER (P.)**, 1968, *Tradition, Changement, Histoire. Les « Somba » du Dahomey Septentrional*, Paris, Editions Anthropos, 536 p.

Cet ouvrage renferme des éléments relatifs à notre thème. Nous y avons trouvé des informations ayant trait aux conditions de vie des populations avant et pendant le mouvement de résistance anticolonialiste dans l'Atacora.

➤ **N'TIA (R.)**, 2011, *Natitingou dans son contexte historique*, In Etudes réalisées dans le cadre du Renouveau de l'Exposition Muséographique du Musée Régional de Natitingou, 60 p.

Nous y avons puisé des informations utiles par rapport au travail forcé qui a plus motivé le mouvement de résistance de 1915 à 1917.

➤ **TIANDO(E.)**, 1978, *Perspective d'approche historique des populations de l'ATAKORA, l'Exemple des Waaba - Tangamba - Daataba*. Mémoire de maîtrise, Cotonou, 1978, 212 p.

Nous y avons trouvé d'importants renseignements édifiants dans le cadre de notre travail. Ce document renferme entre autres, des informations sur la résistance de KABA.

➤ **TIANDO(E.)**, 2004, *La flèche contre l'obus : chronique d'une révolte anticoloniale et de sa répression dans le Haut-Dahomey (1915-1917)*, in Annales de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines N°9, Cotonou, pp. 36-56.

Cet article nous fournit de très utiles informations sur la résistance de KABA, notamment sur les enjeux, stratégies et déroulement de la guerre. Mais il ne met pas l'accent sur les conditions de vie des populations.

Au-delà de ces ouvrages et articles qui ont abordé des aspects de notre thème d'étude, il existe d'autres, qui ont été d'un apport et d'une contribution

essentielle quant à la réussite de cette étude de faisabilité. Il s'agit notamment de :

➤ **ANIGNIKIN (S.), 1980**, Les origines du mouvement national au Dahomey (1900-1939), Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, Université de Paris VII, 457 p.

Excellente thèse qui renferme quelques informations sur le mouvement de résistance de 1914-1917 dans l'Atacora.

➤ **CHAILLY (M.) 1979**, *Histoire Générale de l'Afrique Occidentale Française 1638-1959*, Paris, Nouvelles Editions Africaines, 580p.

Cet ouvrage fait une brève allusion aux différents mouvements de résistance au Dahomey, p.405.

➤ **CORNEVIN (R.) 1981**, *La République Populaire du Bénin, des origines Dahoméennes à nos jours*, Paris, Editions G.-P. Maisonneuve et Larose, 584p.

Contenant beaucoup d'informations relatives à la période coloniale, cet ouvrage nous offre en filigrane quelques-unes touchant notre thème, notamment celles qui évoquent le refus des populations de faire enrôler les jeunes gens dans les troupes des tirailleurs.

➤ **SURET-CANALE (J.), 1962**, *L'Afrique Noire, l'Ere coloniale 1900-1945*, Paris, Editions sociales, 1962, 636 p.

Une page a été consacrée au mouvement de résistance dans l'Atacora, p.186.

IV- METHODE DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNEES

La méthodologie adoptée ici est basée sur trois approches : l'exploitation des ressources bibliographiques et sources archivistiques, l'enquête de terrain, la critique des documents.

Plusieurs missionnaires, agents coloniaux et administrateurs ont laissé d'importantes productions, notamment des études et des rapports sur le cercle de l'Atacora.

A ces ouvrages s'ajoutent d'autres, particulièrement des ouvrages relativement récents écrits par des étrangers et des nationaux, des travaux de recherches, thèses et mémoires dont nous avons consulté certains dans le cadre de ce travail.

L'enquête de terrain est la deuxième approche méthodologique à laquelle nous avons eu recours. Cette démarche nous a permis, suivant un questionnaire, de recueillir des témoignages oraux qui ont comblé le vide d'informations constaté dans les sources bibliographiques mais également de les vérifier.

La critique et l'utilisation croisée des informations de la bibliographie et des sources orales nous ont permis d'éviter certaines contradictions.

IV- LES PROBLEMES A LA RECHERCHE

Au cours de la collecte des informations, nous étions confrontés à certains problèmes liés à la consultation des sources d'archives et de bibliographie. La disparition ou la détérioration de certains documents ne nous a pas permis d'entrer en possession des informations fiables tant souhaitées. Par exemple, les informations précises sur la date de démarrage des travaux de construction des bâtiments administratifs et de la résidence du Commandant de cercle de l'Atacora. Ces bâtiments administratifs dont il fallait renouveler régulièrement la toiture avaient mobilisé une abondante main-d'œuvre.

Par rapport aux sources orales, il n'existe plus sur le terrain des personnes très âgées qui aient pu nous livrer des informations de première main au sujet de notre thème. Par ailleurs, nous avons constaté que la plupart des informations relatives à notre thème se trouveraient dans les archives françaises ou à Dakar, au Sénégal.

Tous ces problèmes ont quelque peu nui à la qualité du présent travail.

EBAUCHE DE PLAN

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE :

Aperçu géographique de la localité.

Chapitre I : Des facteurs géographiques peu favorables à l'implantation coloniale.

- A. Relief d'accès difficile, un bouclier contre l'envahisseur
- B. Caractéristiques climatiques et hydrographiques : atout ou handicap ?
- C. Ecosystème à essences propices à l'exploitation forestière

Chapitre II : Structures socioculturelles précoloniales : état des lieux

- A. Organisation des structures politiques
- B. L'organisation traditionnelle des sociétés à structure démocratique
- C. Les rapports de cohabitation

Chapitre III : La pénétration française

- A. Les pistes caravanières, un atout favorable à la conquête coloniale
- B. Les prises de possession.
- C. Les poches de résistance contre le colonisateur

DEUXIEME PARTIE :

Mise en place de l'administration coloniale (1910-1929)

Chapitre IV : Création du cercle de l'Atacora

- A. Conditions de création
- B. La difficile administration du territoire
- C. Le déclin des pouvoirs traditionnels

Chapitre v : Le mouvement de résistance anticoloniale (1915-1917)

- A. Les fondements de la révolte populaire
- B. La montée des tensions
- C. Des mouvements populaires à l'affrontement avec KABA

Chapitre VI : Oppression politique et administrative (1918-1929)

- A. Désarmement et pacification
- B. Portée des mesures de représailles et état d'esprit des populations
- C. La réorganisation politique et administrative

TROISIEME PARTIE :

L'exploitation économique l'évolution politique (1930-1960)

Chapitre VII : Equipement et développement des cultures d'exportation

- A. L'équipement : infrastructures routières
- B. Les cultures obligatoires
- C. Les Sociétés Indigènes de Prévoyance et de Secours Mutuel agricole

Chapitre VIII : L'exploitation minière : l'or alluvionnaire de la Perma

- A- La crise économique de 1929 et les recherches minéralogiques
- B- Le travail forcé dans les puits aurifères de la Perma
- C- Le faux problème de la suppression du travail forcé

Chapitre IX : Le désenchantement

- A- L'école et l'esprit d'encadrement

B- Les travaux de champs collectifs

C- Le monde rural face aux sangsues : les auxiliaires

Chapitre X : Evolution des institutions politiques (1947-1960)

A- La loi cadre et l'écllosion des mouvements politiques

B- Les élections

C- Les élus et la vie politique

CONCLUSION

DEUXIEME PARTIE

PRESENTATION DES PREMIERS RESULTATS A TITRE ILLUSTRATIF

Chapitre v : Le mouvement de résistance anticoloniale (1915-1917)

A. Les fondements de la révolte populaire

- 1- Le mauvais démarrage de l'administration coloniale
- 2- La pénible administration du nouveau cercle
- 3- L'institution de l'impôt : une pilule insupportable

B. La montée des tensions

- 1- Le choix de Natitingou comme Chef-lieu du cercle de l'Atacora
- 2- Des conditions de travail sur le chantier de Natitingou
- 3- Les campagnes de recrutement militaire

C. Du sursaut populaire à l'affrontement contre KABA

- 1- Des soulèvements sporadiques et tragiques
- 2- La mort du Héros les armes à la main
 - a) Le déséquilibre des forces
 - b) Les grandes étapes du combat et la fin du Héros

LE MOUVEMENT DE RESISTANCE ANTICOLONIALE (1915-1917)

A- Les fondements de la révolte populaire

1- Le mauvais démarrage de l'administration coloniale

L'étonnante mobilisation des populations derrière le vaillant guerrier KABA n'est pas un fait de hasard. Il s'inscrit dans le refus de se soumettre aux caprices de l'administration coloniale.

En effet, les hostilités contre l'impérialisme colonial remontent aux conquêtes territoriales de 1894 à 1897. Après plusieurs missions effectuées par le commandant DECOEUR, l'administrateur ABLY, le capitaine GANIER réussit à établir le poste de Kouandé en usant d'une brutalité sans pareille (TIANDO, 1978 : 114) contre la résistance baatonu de Kouandé⁷.

Cependant, le côté ouest de l'Atacora n'était pas encore occupé puisque, non seulement l'accès était difficile mais apparemment les populations qui y vivaient n'inquiétaient pas les missions militaires. Les missions expéditionnaires se préoccupaient plutôt des points-clés qui jalonnaient le long des pistes caravanières allant vers le Soudan. Seulement, les régions de Djougou et de Kouandé constituaient des points d'obstruction dans leur course vers le Gourma comme le mentionne un rapport français en 1896 : « *Kouandé et Djougou sont deux points très difficiles, mais leur occupation nous aplanirait bien des obstacles et nous ouvrirait la route vers le Gourma et le Pays de Say*⁸ ». Jusqu'en 1897, l'Atacora-ouest était un appendice mal connu dont les populations vquaient librement à leurs activités culturelles et culturelles. C'est à partir de cette même année que le cours de leur vie va prendre une autre trajectoire.

⁷ Le roi Bangana Ouorou Wari II, DOH KOUNON poursuivi par les Français se serait donné la mort pour ne pas tomber dans leurs mains. Son lieutenant Séro Kpéra Bouramé Kounon qui organisa la résistance à Kouandé, reçut un coup de balle en plein ventre et alla succomber à Bèkè. (TIANDO E., *Perspective d'approche historique des populations de l'Atacora l'exemple des Waaba – Tangamba–Daataba*, Mémoire de maîtrise, 1978, p.114.

⁸ Rapport politique de M. Molex, Résident du Shabè et du Borgou occidental, Direction des Archives Nationales.

En effet, cette année 1897 marque la fin de la méconnaissance du pays « Somba » dans l'Atacora. Une convention est signée et fixe les limites des frontières entre le Togo et le Dahomey lors d'une commission mixte franco-allemande chargée de négocier la délimitation territoriale entre les deux pays. La matérialisation du tracé des frontières par cette commission en 1899 provoque de vives réactions de résistance des Kabrè, des Biyobè et des Bètamaribè.

Une résistance fut d'abord planifiée par N'DAH MOUNSE TEOURO à Taakahei (localité située à 15km à l'ouest de Natitingou) contre un détachement franco-allemand où plusieurs personnes furent estourbies (TIANDO, 1978 : 114). Ensuite, à la bataille de SINAYESSIRE qui fut de bien plus grande envergure, 258 furent abattus par les forces franco-allemandes (MERCIER, 1995 : 431).

Ce drame avait provoqué des perturbations sur le plan économique, social et culturel. En effet, les populations s'étaient enfuies très loin de leur habitation abandonnant les cultures en floraison⁹ pour éviter de nouvelles représailles. Leurs biens furent pillés par les soldats ; les cultures étaient envahies par les herbes ; la récolte fut inenvisageable. Les cérémonies annuelles, périodiques et cycliques qui caractérisent ces peuples connurent des perturbations et coltinèrent un préjudice sur les classes d'âge des jeunes gens soumis à ces cérémonies strictement respectées.

Le bruit de ces massacres se répandit dans toutes les autres localités, et l'administration coloniale allait en pâtir des conséquences lors de sa tentative d'implantation.

2- La pénible administration du nouveau Cercle

Lorsque le cercle de l'Atacora fut créé en 1910¹⁰, seule la région de Kouandé et ses dépendances étaient administrées depuis 1897-1898. C'est de façon

⁹ Dans la localité, c'est pendant le mois de septembre que les cultivateurs s'apprêtent pour la récolte du fonio, apprêtent les nouveaux champs d'igname et attendent en décembre pour la récolte du sorgho et du mil

¹⁰ Le Cercle de l'Atacora, selon le rapport du commandant de Cercle, Pieussergues, a été créé par arrêté du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française en date du 22 juin 1910 ; Arrêté mis en application le 1^{er} janvier 1911. La création du cercle de l'Atacora procède du fait que le cercle de Djougou-Kouandé ne se

progressive que les autres localités sont découvertes : ouverture des postes de Tanguiéta en 1912, de Natitingou et de Boukoumbé en 1913.

En dehors de la révolte de 1897, Kouandé et ses vassaux se sont très tôt soumis à l'administration coloniale. Le roi, Bangana avait perdu toute son autorité mais un privilège moral lui avait été concédé afin de passer la commission de l'administration à ses anciens vassaux¹¹. Ce qui permit à Pieussergues, Commandant du cercle, d'avoir une mainmise sur l'ensemble de cette population comme le témoigne cet extrait de son rapport : « *A notre arrivée les populations baribas possédaient une organisation politique assez avancée ;(....). A la tête du groupement se trouvait le Bengana ou roi de Kouandé qui tenait sous sa dépendance un certain nombre de vassaux relativement puissants (....). Aujourd'hui toutes les relations administratives avec les indigènes s'établissent par l'intermédiaire du Bengana, des chefs de canton et des chefs de village*¹² ».

Toutes les structures administratives de l'époque étaient presque implantées. Une école « indigène » y était ouverte depuis 1911 et comptait 28 élèves avec internat. Ils étaient encadrés d'abord par l'interprète DANGO, ensuite par un instituteur « indigène » nommé MAUCILLA. De cette école vont sortir les premiers interprètes du cercle et des fonctionnaires de l'administration coloniale.

Mais tel n'a pas été le cas en pays « Somba » où chaque groupe ethnique jouissait de son autonomie et de sa liberté et où l'administration coloniale pensait avoir plus de facilité à obtenir une franche collaboration des populations. Les petites gratifications¹³ aux quelques chefs traditionnels qui n'avaient d'ailleurs aucune autorité sur leurs congénères ne donnèrent aucun résultat.

préoccupait pas des problèmes de l'Atacora Ouest qui constituait pourtant une vaste localité qui regorgeait d'importantes potentialités économiques.

¹¹Le Roi Bangana avait été rapidement contenu par l'administration coloniale. **Les liens d'amitié se développaient par des dons d'**objets vestimentaires de prestige que l'administrateur lui offrait, tel que ce fut le cas des administrateurs qui caressaient les chefs traditionnels dans le sens des poils pour avoir leur adhésion à leur cause.

¹² Commandant du Cercle, Pieussergues, Rapport n°9 sur la situation du Cercle de l'Atacora à la fin de l'année 1911 ;

¹³Les dons étaient constitués de sel surtout, de médicaments et sûrement de quelques vieux habits.

Certains notables apparemment influents se sont vus attribués la responsabilité de chef de canton dans le but de servir de liaison entre l'administration et les administrés ; mais rien n'y fit. Les populations n'étaient pas disposées, parce qu'elles n'étaient pas sans savoir ce qui se tramait dans d'autres localités où l'implantation de l'administration coloniale était effective. Les tournées de recensement et de recrutement de la main-d'œuvre pour les travaux de routes devenaient pénible ; et l'œuvre « d'apprivoisement »¹⁴ ne se solda point. Les chefs traditionnels ne purent accompagner efficacement les efforts de l'administration comme le spécifiait le rapport du Commandant de Cercle : « ... il est regrettable de constater que les efforts de l'administration ne sont pas secondés par les chefs indigènes d'une façon soutenue et cette indifférence se complique du fait de leur apathie¹⁵ ».

Les populations étaient indifférentes à tout, parce qu'elles ne se réalisaient pas quelles étaient les véritables préoccupations des « Blancs » en faisant le dispatching de petits cadeaux et surtout du sel qui était une denrée rare et convoitée à l'époque. Toutefois, la collaboration escomptée par les administrateurs ne se réalisait pas. L'administration coloniale dans ces conditions fut contrainte d'user de la force pour acculer les populations à exécuter les mots d'ordre. Les auxiliaires et les gardes de cercle, véritables courroies de transmission entre l'administrateur et la population, s'érigent en maîtres dans les villages. Ils en profitent pour étaler leur cupidité et montrer leur dimension, ce qui va compromettre davantage la réussite pacifique de la colonisation du pays « somba ».

L'administration mit également à contribution les commerçants caravaniers qui se sont établis dans la localité depuis longtemps et qui ont acquis un certain crédit sur les autochtones¹⁶. Ces derniers ont joué un rôle déterminant

¹⁴ Selon l'administration coloniale, les peuples dits « Somba » étaient des attardés qu'il fallait chercher à dompter pour un meilleur emploi.

¹⁵ Rapport de fin d'année 1911 du commandant du cercle, PIEUSSERGUES ;

¹⁶ Idem

pour l'administration coloniale¹⁷ mais furent désavoués, et méprisés par la population du fait de leur mauvaise conduite à leur endroit et de leur collusion avec l'administration coloniale.

Des mutations s'effectuèrent dans les domaines les plus divers. Coutumes et traditions, manière de penser et d'agir, furent bafouées et les lieux sacrés transgressés. Les prestations les plus pénibles et les plus humiliantes accablaient le paysan et comprenaient : le travail forcé (construction de routes, des maisons administratives, etc.), le service militaire et les impôts. Les chefs traditionnels perdirent l'essentiel de ce qui leur était précieux : le pouvoir traditionnel et le culte religieux. Mais c'est l'imposition de l'impôt qui va exacerber la conduite des populations.

3- L'institution de l'impôt : une pilule insupportable

Jusqu'en 1912, l'administration coloniale n'était pas parvenue à prélever l'impôt dans l'Atacora ouest¹⁸ ; non seulement la population n'était pas encore comptée, mais aussi il était difficile de mettre la main sur elle. Par ailleurs, les conditions dans lesquelles cet impôt était perçu contribuèrent, dès le début, à créer une opposition.¹⁹

Les conséquences en furent nombreuses. Les impôts rentraient difficilement. La population prenait la fuite devant les agents de l'administration coloniale. Les recensements furent toujours établis à partir des données fausses, et les impôts fixés arbitrairement²⁰. Le vide fait devant l'agent recenseur poussait ce dernier à estimer un pourcentage d'absents souvent supérieur à la réalité.

¹⁷ La plupart étaient des informateurs voire des interprètes, mais considérés comme des traîtres par les autochtones.

¹⁸ Les populations de la division de Kouandé payaient depuis longtemps l'impôt de capitation qui s'élevait à 1,25 franc.

¹⁹ Les populations ne savaient pas pourquoi on leur demandait de payer l'impôt et qui devait payer l'impôt ; quelle était la nature de l'impôt, puisque le numéraire n'était pas encore connu de tous.

²⁰ Faute de connaissance du nombre de la population, il était difficile de fixer un taux pour l'impôt de capitation en pays « somba ». Le Commandant de cercle, Pieussergues dans son rapport politique de fin d'année 1911, souhaitait que le prélèvement de l'impôt commençât par deux personnes par tata en première année, et quatre personnes, la deuxième année en attendant le recensement définitif de la population.

Les populations ne savaient plus à quel saint se vouer. Les enfants étaient imposés, les morts aussi. La plupart des habitants eurent à subir les conséquences de la mauvaise répartition des charges fiscales et si quelques-uns échappaient à l'impôt d'autres durent s'acquitter d'un double versement²¹.

En 1913, Pieussergues avait mis tout en œuvre pour faire circuler le numéraire dans toutes les subdivisions. L'occasion était donc venue pour que les populations s'acquittent de leur impôt en numéraire²² fixé à 0,25 franc. Il crut devoir accompagner cette opération d'un dénombrement nominatif de la population mais c'était aller trop vite en besogne²³.

Quant aux étrangers, commerçants caravaniers et autres commerçants, ils réglèrent les taxes de carte de circulation, des patentes de colportage, des patentes de licence, etc. Ces taxes fiscales et impôts constituaient l'essentiel du budget local.

²¹ (Kouandété 1971 :37), KABA, un aspect de l'insurrection nationaliste au Dahomey, Porto-Novo, Edit. Silva,96p.

²² Jusqu'en 1912 toutes les localités ne payaient pas leurs impôts en numéraire mais en cauris ou en nature.

²³ Des gens prenaient la brousse dès qu'ils apercevaient l'équipe de recensement.

Tableau n°1 : Evolution des diverses taxes dans le cercle de l'Atacora de 1910 à 1912 (en francs et en centimes).

Années Taxes	1910	1911	1912	Part en (%)
Patentes et Licences	-	27,00	135,60	502
Patentes de Colportage	2948,00	3583,40	-	1910-1911
				1 22
Cartes de Circulation	-	-	2525,00	-
Divers	5,69	67,08	106,18	1910-1911/ 1079
				1911-1912/ 1016

Sources : Réalisé à partir des données chiffrées du rapport politique de 1912. (Direction des Archives Nationales)

Les diverses taxes ont exagérément augmenté entre 1910 et 1911 de 1079% et de 1911 à 1912 de 402% pour patentes et licences.

Ce tableau montre l'importance des commerçants caravaniers et étrangers dans la vie économique du cercle de l'Atacora. Raison de plus que

l'administration coloniale s'intéressât plus à eux qu'aux premiers occupants et surtout ceux de l'ouest, mal connus, qui contribuaient très peu, jusque-là, au budget de la colonie. Voilà la raison pour laquelle le Commandant du cercle, Pieussergues, avait décidé d'ouvrir très rapidement les routes pour permettre la libre circulation des biens et des personnes et installer le long de ces routes des caravansérails pour créer des bases économiques.

La servitude des populations de cette localité dans les travaux de routes, selon les autorités administratives, compensait en ces débuts, l'impôt dont elles ne s'acquittaient point. Ainsi, un grand nombre de ces commerçants caravaniers se sont établis dans les différentes subdivisions du cercle et ont acquis une certaine notoriété. Ils sont exclus du travail forcé ; mais l'autorité administrative les contraint, par la suite, à régler l'impôt de capitation pour compenser les largesses de l'administration qui assure leur liberté de circulation. Evidemment, comme le faisait remarquer Pieussergues dans un rapport, *« ces étrangers ne sont soumis à aucune des charges qui pèsent sur les autochtones, cependant ils bénéficient par contre de tous les avantages de notre occupation : sécurité des biens et des personnes, routes, gîtes d'étape, frais pour la diffusion du numéraire, etc. Il serait donc équitable de les soumettre à un droit au moins équivalent pour chaque individu au chiffre de l'impôt personnel »*.

Bénéficiant de la couverture de l'administration coloniale, ces étrangers vont être de véritables sangsues au sein de la population. Leur emploi par l'administration coloniale en pays Somba a été surtout remarquable dans la construction des routes (de Tanguiéta à Toucountouna de 1911 à 1912, de Birni à Touncountouna de 1912 à 1913 et de certains bâtiments administratifs.

En effet, ils furent guides et interprètes maladroits, auxiliaires et gardes de cercle de l'administration coloniale. Leur rôle essentiel était de faire sortir les paysans pour les travaux dits d'intérêt public et le recensement. Ils profitèrent alors des circonstances pour intimider et rançonner les populations au nom de l'administrateur. Exaspérés par ces intempestives sollicitations et comportements insolents des collaborateurs de l'administration coloniale,

certains chefs de village prirent leur revanche contre ce harcèlement. Ils refusèrent de respecter les instructions de l'administrateur. C'est ainsi qu'en pays Berba (subdivision de Tanguiéta), des étrangers avaient été molestés sous prétexte qu'ils étaient de mèche avec les Européens²⁴. Déçu, Pieussergues faisait mention dans son rapport politique (1911) que « *les somba de Tampégré (subdivision de Natitingou), ont répondu au chef de Djerma qu'ils écoutaient volontiers auparavant, qu'ils ne fourniraient de travailleurs que sur la demande du « Blanc ».*

De même, le chef Tébré de Taakahei²⁵, très influent, dresse les populations contre les agents de l'administration coloniale, gardes, porteurs et contre les commerçants étrangers²⁶. Un autre rapport de 1914 indique qu'à Papagba (Kouaba) les notables refusèrent de venir se présenter à Boukombé : « *... je n'eus non plus de travailleurs : seul le chef, homme sans influence aucune, venait de temps en temps m'assurer de son dévouement stérile et de son impuissance parfaite : pour lui les fonctions de chef consistaient à mendier quelques poignées de sel et à manifester ensuite toute sa satisfaction par quelques claques sur ses cuisses nues* »²⁷.

Les travaux de construction de routes et de maisons administratives coïncidaient avec la période de récolte des produits agricoles²⁸ ; et nombreux étaient les bras valides qui étaient arrachés des ménages pour ces divers travaux. Les cérémonies traditionnelles cycliques étaient hypothéquées, surtout en pays Otammaribè où les jeunes gens ne les ratent jamais²⁹. De ce fait, les populations refusaient d'exécuter les injonctions de l'administration coloniale. Cette situation conduisait les jeunes gens à s'embusquer en pleine brousse loin des villages. Mais l'administration coloniale les poursuivait jusqu'au lieu de leur

²⁴ Rapport politique du commandant de cercle, 1911, Archives Nationales.

²⁵ Village que le détachement franco-allemand avait frappé en 1899 lors de la délimitation des frontières Togo – Dahoméennes (Nord-Ouest).

²⁶ Rapport politique du Cercle de l'Atacora, 1913, Archives Nationales, Porto-Novo.

²⁷ Rapport politique de fin d'année du cercle de l'Atacora, 1914, Archives Nationales, Porto-Novo.

²⁸ Les travaux d'intérêt public commencèrent surtout à la fin des saisons de pluies.

²⁹ En pays Batammaribè, les cérémonies de classes d'âge sont souvent rigoureusement respectées, puisqu'elles sont généralement liées aux cultes. Mais l'administration coloniale s'en moquait.

retranchement. Car elle avait besoin de la main-d'œuvre pour asseoir les infrastructures administratives.

Le choix définitif de Natitingou pour abriter le chef-lieu du cercle de l'Atacora a entraîné d'intenses travaux qui mobilisèrent les populations. L'érection du bloc administratif du commandement de cercle fut l'une des raisons qui ont suscité la rébellion de KABA.

B- La montée des tensions :

1-Le choix de Natitingou comme chef-lieu du cercle de l'Atacora

Après les missions exploratoires, l'occupation effective de l'Atacora débuta avec l'installation de postes administratifs et militaires et la création en 1910 par arrêté du Gouverneur Général (en date du 22 juin 1910), du cercle de l'Atacora avec pour chef-lieu Kouandé. Ce cercle couvrait, outre la région de Kouandé, tout le pays situé à l'Ouest de la ligne Djougou-Kouandé-Konkobiri, qui, loin d'avoir été entièrement explorée et occupée, demeurait encore en grande partie une zone à administrer.

Le 24 juin 1913, le chef-lieu du cercle de l'Atacora fut transféré de Kouandé à Boukombé suite à la création d'un poste administratif dans cette localité. Ce transfert du Chef-lieu pourrait s'expliquer par le fait que l'année 1913 correspondait à la fin de la délimitation et de l'abornement de la frontière entre le Togo allemand et la colonie française du Dahomey³⁰. La présence française sur les lieux s'avérait alors nécessaire afin d'éviter non seulement toute remise en cause de l'accord franco-allemand, mais aussi pour mieux contrôler la région située à l'Ouest de Natitingou. Mais dans la même période Natitingou avait été identifié pour abriter définitivement le chef-lieu du cercle de l'Atacora. Deux ans plus tard, Natitingou qui abritait déjà un poste administratif depuis 1913, reçut toute l'administration du cercle par arrêté du Gouverneur Général en date

³⁰ N'TIA (R.), Natitingou dans son contexte historique (Etude réalisée dans le cadre de la nouvelle exposition muséographique du Musée Régional de Natitingou).

du 31 janvier 1915³¹ et administré par le commandant Edmond Pieussergues. Mais quels sont les motifs du transfert du chef-lieu du cercle de l'Atacora de Boukombé à Natitingou ?

A cette question, quelques hypothèses ont été avancées et qui nous paraissent raisonnables.

La première a été celle d'une volonté des Français d'éloigner un centre de commandement français du territoire de la colonie allemande du Togo à un moment où les deux étaient en conflit³² (Première Guerre Mondiale de 1914-1918).

La seconde affirme que Natitingou fut choisie comme chef-lieu de cercle non seulement pour faire face aux premières contestations de l'occupation française qui se manifestaient dans ses environs mais aussi et surtout parce que cette localité se situait presque à équidistance des postes administratifs du cercle, Natitingou étant à une cinquantaine de kilomètres de Tanguiéta et de Boukombé, à 55 kilomètres de Kouandé et 42 kilomètres de Birni. La localité offrait par ailleurs des commodités dont notamment la présence de plusieurs sources d'eau dans ses environs.

Cependant, le choix de Natitingou comme chef-lieu du cercle de l'Atakora changea brutalement le cours de son histoire et il fallut doter rapidement cette bourgade des infrastructures nécessaires à l'installation de la nouvelle administration. Ce fut l'origine de la mise en chantier du grand bâtiment qui, après avoir abrité la résidence et les bureaux du commandant de cercle, devint le siège de la préfecture de l'Atakora à partir de 1960 avant d'accueillir le musée KABA³³.

³¹ Journal Officiel du Dahomey du 15 février 1915 ;

³² N'TIA, id. p. 44.

³³ Ibidem.

Pour réaliser cette infrastructure gigantesque³⁴, l'administration dut mobiliser hommes et femmes voire enfants de la région. Arrachés à leurs activités quotidiennes, ils étaient sévèrement employés sur les chantiers du matin au soir, sans assistance ni rémunération.

La date précise du démarrage des travaux est inconnue ; mais il est certain que le chantier fut ouvert à partir de 1915, année du choix de Natitingou comme chef-lieu du cercle de l'Atacora.

2-Les conditions de travail sur le chantier de Natitingou

D'une superficie d'environ 2,5 hectares, le terrain fut d'abord aménagé : après avoir été débarrassé de toute végétation et de la terre arable, il fut délimité sur les quatre côtés par des rangées de pierres superposées et remblayé par des couches de graviers et de terre plus ou moins argileuse (N'TIA, 2011 : 46). C'est donc sur un terrain viabilisé et surélevé par rapport à ses alentours que furent posées les fondations du bâtiment.

Le bâtiment fut construit en briques de terre de barre. Pour leur donner une solidité, les briques étaient fabriquées à base de terre, plus ou moins argileuse, et de paille de fonio (N'TIA, 2011 : 46). A cet effet, la terre était prélevée à proximité du marigot qui traverse le bourg et à plus d'un kilomètre du lieu du chantier. A la différence des autres bâtiments qui se construisaient alors un peu partout pour abriter les services administratifs coloniaux, celui-ci devait comporter un étage afin de pouvoir accueillir en même temps les bureaux et la résidence du commandant de cercle.

³⁴ La maison était surmontée d'un étage.



Figure 1 : Lieu où était prélevée la terre ayant servi à la fabrication des briques pour construire la résidence du commandant du cercle et des locaux administratifs (quartier Bagri, route des eaux et forêts). (Photo, N'TIA Roger).

C'est de ce lieu, qui s'étale sur environ 150 mètres, qu'hommes et femmes transportaient la terre avec des paniers vers le chantier. L'eau était transportée également du cours d'eau Frougninkrè (en langue waama), qui traverse aujourd'hui la ville de Natitingou.

Pour suppléer les matériaux habituellement utilisés pour ce type de construction (ciment, fer, etc.), il fallut recourir au bois de rônier pour supporter la dalle de l'étage (Figure 2). En effet, le bois du rônier a la réputation d'être dur, imputrescible.



Figure 2 : Chevrons de rônier supportant la dalle de l'étage (N'TIA Roger, 2011).

Cette espèce végétale était transportée des régions de Kouandé (Glimaro, Wassa Péhunco, Kérou) et de Tanguiéta (Dassari, Porga). De nombreux jeunes de toutes les localités étaient mobilisés sur les différents lieux d'abattage de ces essences pour assurer leur transport. Cet arbre de huit à dix mètres de long, pesant environ cinq cent (500) kilogrammes, ne devait subir aucune transformation, afin d'en rendre l'acheminement plus aisé (Débourou, 1975 : 110). En d'autres termes, il ne fallait fendre ces troncs d'arbre qu'une fois parvenus à destination. Dans cette région à relief très accidenté, de nombreux porteurs succombaient, victimes de chutes fréquentes.



Figure 3 : Une rôneraie dans les environs de Ouassa Péhunco (Photo N° TIA Roger2011)



Figure 4 : Ce rônier-témoin de l'époque coloniale montre la forme gigantesque de ces essences (Photo, N'TIA Roger, 2011).

Puis ce furent les bambous, le raphia, la corde et la paille qu'il fallut convoier depuis d'autres localités pour la toiture de l'édifice (Figure 3). Les bambous et le raphia étaient coupés sur les rives de la rivière Sarika, à Tandafa (commune de Toucountouna), en aval de Datawori où KABA et les siens furent canonnés. Les bambous ont servi de traverses pour la toiture et le raphia pour tresser la paille. Les fenêtres de l'immeuble étaient en bambous chiquement fabriquées.

Le transport des bambous était aussi pénible que les poutres des rôniers. C'étaient de gros bambous verts longs d'environ 6 à 7 mètres qu'il fallait attacher en fagot. Ployés sous le poids de leur charge³⁵, les porteurs faisaient deux jours sous l'escorte des gardes de cercle qui leur pressaient les pas. Beaucoup de jeunes étaient victimes d'entorse de cou et n'arrivaient pas à parvenir à destination ; leur charge était partagée aux plus résistants du groupe. Ce qui fut, à la longue, l'objet de railleries, surtout entre classes d'âge, pour tous ceux qui n'arrivaient pas à transporter leurs charges à destination.

Tous ces travaux de construction et de transport de matériaux nécessitaient une importante main-d'œuvre. De nombreux contingents de travailleurs forcés étaient donc mobilisés sans distinction d'âge ni de sexe. Le travail s'effectuait par tous les temps, le châtiment corporel était la règle et le repos une exception (Kouandété, 1971 : 36).

Le travail forcé de construction des infrastructures administratives de Natitingou notamment de l'immeuble administratif et résidentiel du commandant de cercle, contribua à radicaliser davantage l'opposition des populations locales à l'occupation française qui n'avait d'ailleurs jamais été acceptée.

³⁵ Le nombre de bambous à transporter était défini par transporteur (mais nous n'avons pas connaissance exacte du nombre).



Figure 5 : Visage de l'immeuble ayant abrité le commandant du cercle de l'Atacora et les locaux administratifs jusqu'en 1939 (Dessin de Baba Yéropa).

Désabusées, les populations refusèrent de se soumettre à l'autorité de l'administration coloniale. Elles comprirent que désormais l'homme « Blanc » n'apportait plus son amitié, son aide, mais favorisait plutôt les exactions, encourageait les abus de toutes sortes, cautionnait les rivalités. Ce qui perturbait dangereusement le climat social.

Les nouvelles réformes avaient dès lors bouleversé les structures et compromis les rapports des autochtones avec les nouvelles autorités. Et dès que la campagne de recrutement s'annonça, ce fut un refus catégorique en Pays « somba ».

3-Les campagnes de recrutement militaire

Dès 1915, l'effort de guerre s'accrut. La demande d'engagés volontaires se multiplia dans tous les cercles de la colonie. Les populations qui ne s'étaient pas encore soustraites des corvées de routes et autres travaux, n'entendaient pas laisser leur jeune aller perdre leur vie à l'étranger pour la cause de l'homme « Blanc ». Leurs réactions ne se firent pas attendre comme le soulignait Noufflard dans un rapport : *La seule annonce du recrutement fut presque partout la consternation et fit prendre la brousse à tout élément jeune. Des villages sont momentanément abandonnés et l'on n'y trouve plus que des femmes, des enfants à la mamelle et quelques vieillards* »³⁶.

Ce fut la même conduite dans tous les cercles de la colonie. C'est ainsi qu'à Abomey, comme les fuites ne suffisaient pas, d'autres jeunes gens tentèrent de se rendre impropres au service militaire en se faisant des blessures volontaires (Almeida-Topor, 1995 : 109).

Les opérations de recrutement coïncidaient avec l'administration effective du cercle de l'Atacora. En dehors de la subdivision de Kouandé où depuis 1911, des jeunes gens se donnaient volontairement au recrutement militaire, le pays « somba » avait enregistré de très faibles résultats. La propagande avait réveillé certaines méfiances, quoique les demandes aient été des plus prudentes. Les populations prenaient déjà leur distance vis-à-vis des exigences de l'administration coloniale à propos des corvées de routes, de construction de maisons administratives et de l'impôt qui leur donnait de l'insomnie. Les campagnes de sensibilisation n'aboutirent donc point. Dès que les paysans comprenaient les mobiles de la rencontre avec les commissions de recrutement, ils disparaissaient en brousse immédiatement.

Les dons n'avaient pas suffi pour décider les populations. Noufflard, dans son rapport du 4^{ème} trimestre 1915 décrivait à cet effet les réactions des

³⁶ Archives Nationales du Bénin – Rapport du 4^{ème} trimestre 1915, cité par d'Almeida Topor H. p. 105.

populations en ces termes : « *A Natitingou, pour préciser l'importance de la prime offerte, j'ai exposé 15 sacs de sel dont la valeur de beaucoup supérieure à 200 francs au cours du marché local ; ce lot représente une petite fortune pour un Somba et excite certaines des convoitises, mais l'effet est nul ; la prime serait augmentée encore que les résultats ne seraient pas plus satisfaisants* ³⁷ ».

A Tanguiéta, les populations étaient sur pied de guerre pour voir quel chef allait les obliger à se faire enrôler. Aucun chef de village n'osait se décider malgré les pacotilles qu'il eût reçues des administrateurs. La raison ? Eviter de se faire lyncher par la population comme le faisait remarquer plaintivement le chef de village de Dassari au gouverneur Noufflard : « *Si j'essaie d'insister pour décider quelques jeunes gens à s'engager, on me tuera, si tu veux, on s'arrangera pour attirer beaucoup de monde au marché et là, tu captureras tout ce que tu voudras* ³⁸ ... ».

Il était difficile pour Noufflard de faire passer le message de l'utilité du service militaire en pays « somba ». Le recrutement pour le service militaire paraissait prématuré voire imprudent dans cette localité. Car, comment pouvait-il en faire comprendre l'utilité et le but à des populations que lui-même qualifiait de « primitives » ?

Il a été reproché à Noufflard d'être l'auteur des mouvements de résistance contre l'implantation de l'administration coloniale au Dahomey en général et en particulier dans l'Atacora et dans le Borgou. En 1916, le gouverneur général par intérim, Angoulvant, dans son analyse de la situation politique dans la colonie, lui attribuait toute la responsabilité des troubles due à sa mauvaise gestion. Il soulignait, dans un rapport au ministre des colonies (d'Almeida-Topor, 1995 :111), que « *la régression de l'influence française allait en s'accroissant depuis quatre ans, ce qui était dû en grande partie, sinon en totalité, ...à sa confiance trop grande dans ses subordonnés, dans la bonne volonté des indigènes*».

³⁷ Archives Nationales du Bénin – Rapport du 4^{ème} trimestre 1915, cité par d'Almeida Topor H. p. 109.

³⁸ Ibidem.

Ce qui semble vrai, puisque, le Commandant de cercle Pieussergues en 1911, se plaignait déjà dans son rapport politique du fait qu'on ne l'avait pas encore autorisé à faire payer aux «somba» les taxes de capitation à l'instar de leurs compatriotes des régions de Kouandé qui payaient régulièrement leurs impôts depuis 1909. Pourtant, l'ouest était mal connu et le numéraire non plus, en dehors des cauris.

Mais Pieussergues poursuivait une autre ambition. En effet, une grande frange des caravaniers prenaient par la région de Tanguiéta et échappaient aux taxes de cartes de circulation et des patentes. Il était donc question pour lui de chercher des conditions optimales pour capitaliser ce manque à gagner. La question fut réglée avec l'ouverture du poste de Tanguiéta en 1912. Comme les populations de cette vaste région ne contribuaient presque en rien à l'économie de la colonie, il était décidé par le Commandant du cercle, Pieussergues, que les corvées d'ouverture des routes soient leur participation. Les routes devraient permettre dans un premier temps, l'implantation des caravansérails, la libre circulation des commerçants qui payent des taxes, et plus tard des automobiles. Or, il était trop tôt et mal venu d'exiger le travail forcé à un peuple qui s'y attendait le moins et qui ne comprenait rien du tout des motivations de leur asservissement du matin au soir sans répit, et sans rétribution.

Le ministre de la colonie, Clozel, mettait lui-même en cause la politique suivie par Noufflard dont les exigences par rapport aux travaux de route lui semblaient « *hors de proportion avec les besoins véritables de la colonie ; Il ne serait pas étonnant, dit-il, que ces exigences aient contribué pour une certaine part à aggraver le mécontentement déjà provoqué par le recrutement*³⁹ ».

En ce qui concerne le recrutement, les circonstances exceptionnelles d'alors contraignaient les autorités françaises à former à tout prix un contingent important numériquement et de bonne qualité. Or, remarque Pieussergues, « *les Somba sont des hommes superbes ; deux volontaires provenant des recrutements*

³⁹ Arch. Nat. SOM – Affaires Politiques, carton 575, dossier 3 rapport n°12 du 1^{er} septembre 1916. Cité par Almeida Topor d' H., in Histoire Economique du Dahomey (Bénin), (1890-1920), Paris, Ed. L'Harmattan, 1995. p. 111.

*précédents, étaient devenus des tirailleurs de premier ordre et il eut été désirable de pouvoir étoffer le recrutement par des hommes de cette trempe*⁴⁰. Ce qui aurait sans doute motivé le déplacement du Lieutenant-gouverneur en Pays somba.

La tournée de Noufflard dans le cercle de l'Atacora qui s'inscrivait dans cette logique de sensibilisation au recrutement militaire, suivie d'autres exigences sans doute, comme il en avait l'habitude d'en ajouter, avait dû donc enflammer la tension qui montait déjà en pays « Somba ».

C- Des mouvements populaires à l'affrontement contre KABA

1- La crise de confiance

Tout bouleversait le climat vital d'un peuple dont toute l'existence était réduite aux travaux champêtres, à la chasse, aux chants et danses, surtout pendant des cérémonies cultuelles, et gestes de solidarité agissante. Les personnes âgées regrettaient amèrement leur passé et méprisaient tout désormais. Il en résultait pour la masse paysanne une répugnance de plus en plus grande à répondre aux convocations, à satisfaire aux demandes de personnel et de matériels indispensables à la poursuite des objectifs de l'administration.

Partout, sur les chantiers, le moral des prestataires baissa tout d'un coup. Les défections furent nombreuses. Dans la population l'esprit de se libérer de cet asservissement de l'homme « Blanc » se fit jour.

Les forces antagonistes⁴¹ se mirent à l'œuvre. Pour beaucoup il n'y avait plus d'autres solutions pour se libérer des exigences du pouvoir colonial que la lutte armée. Une révolution secrète et ardente se préparait dans les hameaux. Les villages avaient changé de visage et ne présentait plus de sympathie à l'étranger. Les tatas de villages se vidèrent progressivement. Les seules indigènes aperçus se glissaient dans la brousse armés de leurs arcs et porteurs de

⁴⁰ Rapport politique du Cercle de l'Atacora, 1913, Archives Nationales, Porto-Novo

⁴¹ Ce sont les leaders de chaque localier où l'on n'observait les mouvements de rébellion.

deux, trois même quatre carquois, remplis de flèches. Certains groupes épiaient la marche des détachements et semblaient même vouloir les approcher à la faveur des hautes herbes⁴².

Ce fut un malaise général ; les commentaires allaient bon train et les oppositions contre l'ordre colonial s'accrurent⁴³. Le refus de la conscription était une préoccupation pour les deux camps : pour l'administration coloniale, la Première Guerre Mondiale l'obligeait à la pression administrative à partir de 1915 et en 1916. Toutes les colonies étaient sommées de fournir des « tirailleurs », et les quotas étaient repartis pour chacune d'elles. Pour les autochtones, il n'était plus question d'envoyer les jeunes sur les chantiers de routes, et a fortiori de les faire enrôler dans le corps des « tirailleurs sénégalais ». Et les raisons avancées étaient, premièrement : les populations ne voyaient pas pour quel intérêt elles devraient envoyer les jeunes gens à la guerre pour les faire périr gratuitement au pays des Blancs. Rien ne pouvait leur enlever de la tête qu'accepter le recrutement des jeunes c'est opiner de les conduire à l'abattoir, c'est se débarrasser d'eux. Deuxièmement, en pays somba, les jeunes ne devraient jamais rater les cérémonies coutumières de classes d'âge et surtout le « difoni⁴⁴ » chez les Batammaribè.

Partout se fait sentir la crainte du Blanc et de tout ce qui l'entourait. Partout l'hostilité montait. La persuasion par les sentiments n'avait plus aucune prise.

Ce fut une belle occasion pour KABA de rééditer sa prouesse dont il avait déjà fait preuve lors de la guerre contre le roi de Kouandé, bien avant l'occupation française (Kouandété, 1971 : 39). Pour ce dernier, que les rapports de l'administration coloniale qualifiaient « d'agitateur », il n'y avait plus d'autres alternatives que de rétablir la dignité de son peuple par les armes. Il décida donc

⁴² Kouandété, idem. Il fallait s'éloigner loin des villages pour être à l'abri des gardes de cercle, des auxiliaires « courroies de transmission » entre l'administration coloniale et la masse paysanne. Leur mission était devenue très difficile à travers les brousses craignant parfois de tomber dans les embuscades. Dès que les paysans les apercevaient, ils détalèrent en pleine brousse. Toute tentative pour les convaincre de l'intention pacifique du Blanc à leur égard fut vaine.

⁴³ Kouandété, idem.

⁴⁴ Cérémonies initiatiques donnant droit au passage de la classe de jeune à la classe d'adulte.

de s'appuyer sur la jeunesse en faisant miroiter à leurs yeux la perspective de chasser le Blanc pour que chacun vive comme par le passé, à son aise (Kouandété, *ibidem*). Naturellement, comme la population était désemparée, exténuée par la crise sociale et morale qui secouait tous les villages, de nombreux chefs de tatas étaient de cet avis et n'hésitèrent pas à se rallier à sa cause et sacrifièrent leurs fils dans cette grande et périlleuse aventure. Il parvenait également à convaincre les populations de la nécessité de combattre le Blanc. « *Le Blanc*, leur disait-il, *a mis votre nom sur le papier, méfiez-vous. Ce n'est pas seulement pour vous faire payer l'impôt, mais pour vous retrouver plus facilement et aller faire la guerre dans d'autres pays* » (Kouandété, 1970 : 39). Mais qui est ce héros dont le nom a parcouru et parcourt encore le temps ?

2- KABA : l'homme et les préparatifs de guerre

Nous n'avons aucune prétention de faire une biographie exhaustive de KABA, mais plutôt une biographie sommaire par rapport au document que nous avons lus⁴⁵.

Quatrième fils d'une famille nombreuse de neuf enfants dont deux filles, KABA, de son vrai nom BIO TCHAYEBA, naquit vers l'an 1867 (Kouandété, 1971 : 41), dans le hameau de Borokou qu'il affectionnait toute sa vie. Petit village au visage sobre, Borokou se situe à quelques kilomètres au Nord-Ouest de la commune de Kouandé. Une autre version de sa naissance le situe en 1880 (Tiando, 2004 : 37). Cette date lui confère un âge plus jeune au moment où il conduisit le peuple de l'Atakora à la révolte armée. A défaut d'une date précise incontestable, nous nous contentons de ce qu'il fut. Le colonel Kouandété qui a pris connaissance des témoins vivants (membres de la famille de KABA) nous livre ici un aspect de son portrait :

⁴⁵ Notamment : Kouandété (I. M.), 1971, KABA, « un aspect de l'insurrection nationaliste au Dahomey », Porto-Novo, Edit. Silva, 96p. et Tiando (E.), 2004, « la flèche contre l'obus : chronique d'une révolte anticoloniale et de sa répression dans le Haut-Dahomey (1915-1917) », in Annales de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines, N°49, Cotonou.

« NATIMBA, il grandit dans le type même de la société africaine, où les enfants mâles sont initiés dès leur jeune âge. Habitué à vivre en brousse à travers mille difficultés matérielles, physique et morale l'enfant robuste, au regard pétillant, aimait la chasse et ne craignait pas l'effort musculaire. Il se plaisait à montrer sa force en maniant une motte de terre ou en s'attaquant à un tronc d'arbre qu'il abattait en un temps record, à la stupéfaction de tous ses camarades(...).

Très tôt, KABA se mit avec le sérieux requis à l'école des anciens de son pays. Il en tire d'importantes leçons dans lesquelles les mots honneur, patriotisme, courage et tolérance conservent toute leur valeur, leur puissance et leur portée. Puis, c'est le départ pour l'aventure. Il parcourt monts et savanes, s'attire la confiance et l'amitié des grands maîtres locaux de la science. Ceux-ci lui confient une part appréciable de leurs secrets(...). Les vieux disaient de lui : « C'est un esprit vieux qui habite un corps jeune ».

Mais cet homme si vivant, hostile aux intrigues et ouvert à tout le monde, était avant tout un homme de combat, totalement habité par l'objectif qu'il s'était fixé. Avec une énergie parfois aveugle, il fit ses premières armes — avant l'arrivée des Français — aux côtés de son père, en rejetant violemment du sol natal l'armée BARIBA dont les appétits d'annexion et de pillage débordaient dangereusement le cadre traditionnel du Borgou.

KABA n'a jamais eu d'enfant et, suivant une règle bien établie, le fils aîné de son grand frère devenait son fils adoptif et presque son confident.

Personnage riche en contrastes, certes, mais complet et intègre, KABA s'insère dans l'important bouleversement politique et social qui a secoué en 1917 les monts et les savanes pré forestières de l'Atakora (Kouandété, 1971 : 41- 43).

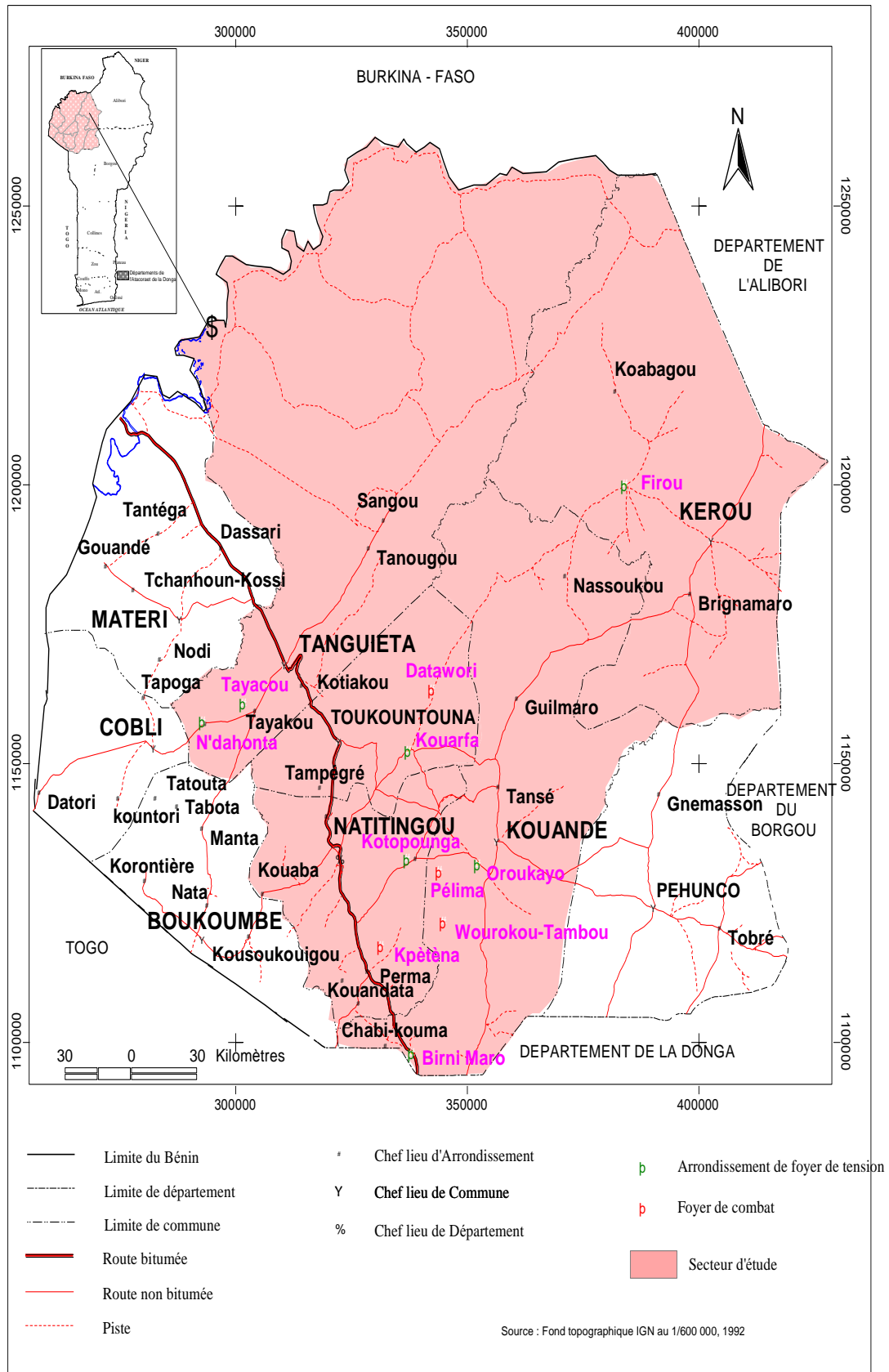
Le personnage paraissait aux yeux des populations comme le leader charismatique en qui elles plaçaient confiance et espoir pour sa libération des exactions de l'administration coloniale.

Le moment était venu pour KABA de réaliser le rêve qu'il caressait depuis longtemps : libérer son pays et restaurer la dignité de son peuple. Pour réussir cette opération, il fallait à tout prix associer toutes les tribus et qu'il n'y ait pas de rupture entre elles et lui. Cette guerre devrait être générale et totale. Son réalisme l'amena à s'assurer l'appui des autres villages et des chefs traditionnels.

Pour parvenir à ses fins, il se mit activement à cultiver à tous les niveaux la haine du Blanc et le mépris de ceux qui se mettaient au travers de sa politique de guerre (Kouandété, 1971 : 44). La reconquête de la paix, de la liberté perdue était le maître mot qui galvanisait toute l'attention de l'ensemble des populations. A la veille des hostilités, une grande frange de la population était acquise à la cause de KABA.

A l'origine, limitée aux confins des Subdivisions de Natitingou et de Kouandé (Ganikpérou, Poupouré, Pelima etc.) l'influence de KABA s'était étendue progressivement aux villages de Yarikou, Onsikoto, Kuwéténa, Perma, Kota, etc., puis avait gagné au nord la région de Kouarfaet de Tampobré (Kouandété, 1971 : 44). Dans la région de Kouandé, la persuasion de KABA avait touché les populations de Nassoukou⁴⁶ qui habitent la région nord-est de ce secteur. Plus tard, sa propagande toucha les régions de Firou et Karigourou, faubourg de Kérou. Il avait aussi acquis à sa cause toutes les agglomérations du canton de Waabu qui avait pourtant signé un pacte d'amitié avec la France lors des conquêtes territoriales. Dans la région de Tanguiéta, Tchanwonta et d'autres villages avaient fait cause commune avec le groupement rebelle de Tayakou. Dans ce secteur précisément la rébellion avait pris corps et avait gagné à sa cause les villages de Manougou, Tora et à l'Ouest, les localités de Dassari, Gouandé (Kouandété, 1971 : 45). Dans le secteur de Boukombé, les cantons de Koudo et de Koutangou avaient fourni des contingents à KABA.

⁴⁶ Bien que Nassoukou soit un village, ce nom désigne aussi la région des Nassiba, populations mi-Waaba, mi-Gulmaceba, habitant plusieurs villages dans la localité (à savoir : Nassoukou, Ouroufina, Boro, Séri, Fohou, Tankonga, et.).



Présentation sommaire du secteur des mouvements de résistance

Presque tous les chefs de villages, épris de paix, étaient acquis à la cause de KABA et s'étaient mobilisés militairement. Plus désormais personne ne pouvait aller vers eux pour négocier quoi que ce soit sans tenir le langage de leur leader charismatique. Les commerçants étrangers qui les rançonnaient sous le couvert de l'administration coloniale prirent peur. Sous les directives de KABA, les regroupements prirent corps. Les industries de fer se mirent à fonctionner de plus belle pour la production du fer. Les forgerons, de jour comme de nuit se mirent à l'œuvre pour la fabrication des armes de guerre⁴⁷. De gros carquois étaient remplis de flèches empoisonnées et soigneusement entreposés dans les greniers inaccessibles aux femmes et aux enfants, en attendant le grand jour. « *Pour leur conférer un certain pouvoir magique et une précision au tir, des anneaux de tir cylindres de métal ouverts aux deux extrémités, sont cuits et recuits à petit feu, après qu'on les eût trempés dans les liquides appropriés. Passés au pousse du tireur, les anneaux lui permettaient de tendre davantage l'arc et de lui imprimer une vitesse initiale supérieure à la normale* » (Kouandété, 1971 : 47).

KABA était conscient de la limite de la puissance de son armement face aux armes à feu de l'administration coloniale ; mais il était rassuré aussi de la volonté inébranlable de ses guerriers, en sa stratégie de guerre qu'il peaufinait et qui consistait à entraîner l'ennemi sur un terrain qui l'amènerait à s'épuiser matériellement et physiquement. Il s'agissait de ne pas attaquer en terrain découvert. Ils se regroupaient dans les montagnes et choisissaient un endroit très couvert entouré de nombreux rochers au milieu desquels la marche est très difficile. Leurs cases, à toit de chaume, reposant sur un mur circulaire en pierres sèches (de 0,40 m à 0,80 m de hauteur et 0,20 m à 0,40 m d'épaisseur) sont

⁴⁷ Flèches, lances, hachettes, bagues ou anneaux pour bander les arcs.

presque à l'abri des vues de l'ennemi. Le village est entouré de plusieurs murs de pierres sèches d'une hauteur variant entre 0,80 m et 1,50 m et de 0,20 m à 0,60 m d'épaisseur, derrière lesquels se trouvaient les défenseurs (Kouandété, 1971 : 47).



Figure n°6 : Exemple de case dans la position de woori à Tandafa : un guide simulant un guerrier de Kaba sortant de sa case (Photo, Kouandété, prise le 24 fév. 1971).

En ce qui concerne le ravitaillement alimentaire, les femmes, sous l'escorte des hommes, étaient mobilisées pour transporter des vivres (farine, ignames, condiments, etc.) jusqu'aux lieux montagneux où les troupes s'établissaient. Toutes les tactiques étaient mises au point pour ne pas être repérées par les agents de renseignement de l'administration coloniale. Ainsi, des équipes de surveillance étaient mises sur pied pour épier le déplacement des gardes de cercle et des convois français.

Les choses évoluèrent très vite et l'étincelle ne tarda pas à jaillir lorsqu'il s'agit du lever du contingent parmi lequel figurait le jeune conscrit BONI, neveu et unique soutien de KABA. Ce dernier s'y opposa catégoriquement. Les autorités françaises le menacèrent et lui firent comprendre qu'une répression s'abattrait sur lui s'il n'obtempérait pas. C'est alors que KABA sortit de l'expectative et prit le maquis.

3- Des soulèvements sporadiques et tragiques

KABA avait pris la ferme résolution que l'Atacora devait reprendre sa liberté. Il savait également que lui et les siens ne pouvaient obtenir la paix sans en payer le prix. Mais négocier, il perdrait. Il décida alors de recourir à la violence pour mettre un terme à la situation insupportable qui prévalait dans le pays.

Les premières manifestations de la rébellion prirent l'allure de provocation, de harcèlements et de sabotages : coupure de routes, des lignes télégraphiques et téléphoniques, et les fils leur servaient à fabriquer des flèches.

Mais KABA estima que les actions de sabotage étaient révolues et décida de passer à une autre étape, celle des embuscades. Les coups de mains connurent aussitôt une ampleur inattendue. Des actions tragiques se produisirent tous azimuts.

Le 26 avril 1915 éclatent à Gouandé de sérieux incidents, à la suite desquels le garde de cercle Bio CAUDA trouva la mort. Il reçut mission avec un interprète nommé IDECHI d'inviter les dignitaires des villages du secteur de Tanguiéta à se rendre au chef-lieu pour rencontrer le commandant de cercle Pieussergues, en tournée dans le pays. Le garde n'ayant pas trouvé le chef qui s'était caché, crut devoir arrêter la sœur du chef et deux vieillards pour qu'enfin lui-même se décidât à se rendre. Mais c'était sans compter avec le nouveau climat d'insécurité

qui régnait désormais au sein des populations. Poursuivis, ils furent rejoints par des jeunes armés de lances après 3 kilomètres environ. Ils tentèrent de s'échapper après qu'ils aient tiré un coup de feu qui n'atteignit pas la cible visée. CAUDA reçut une lance empoisonnée dans la cuisse et après de vaines tentatives de soins, il succomba⁴⁸.

KABA multipliait ses actes de harcèlement. Le 18 avril 1916, le garde-cercle Oumarou est attaqué à Taïcou (secteur de Tanguiéta). Dans la nuit du 18 au 19 avril 1916, Legolf, adjoint du commandant de cercle, subit le même sort⁴⁹.

Courant juillet 1916, Pieussergues, commandant du cercle, apprit que KABA installait un campement auprès d'un Gâ⁵⁰ à Borokou à 6 kilomètres de Kouandé⁵¹. Le Gouverneur décida de rémunérer à hauteur de 500francs les indigènes qui aideraient à l'arrêter. Quelques jours plus tard, Pieussergues, accompagné de son adjoint et de quelques gardes de cercles, tenta d'appréhender KABA la nuit sur la route de Natitingou-Kouandé, mais en vain.

La répression qui sévissait donna du crédit aux insurgés. Leurs agressions prirent des proportions accablantes. Réjoui par les quelques victoires partielles obtenues, KABA avait retrouvé sa liberté d'action et s'était vite ressaisi. Il se donna du courage, réorganisa ses troupes, rétablit la confiance et remonta le moral de ses hommes. Sans perdre du temps, il se livra à de nouvelles attaques.

A partir de juillet 1916, on assiste à une intensification du mouvement de résistance. Après l'échec de Pieussergues, le Sous-

⁴⁸ Kouandété, idem.

⁴⁹ Ibidem.

⁵⁰ Camp peulh.

⁵¹ Télégramme Officiel n° 517 du commandant de cercle au Lieutenant-gouverneur à Porto-Novo, en date du 9 juillet 1916 ; Archives Nationales, Bénin.

lieutenant Gaillard à la tête d'un détachement⁵² d'une centaine d'hommes, reçut pour mission d'appuyer l'action politique des autorités du cercle. Selon les instructions du Gouverneur Général, relayées par le Lieutenant-gouverneur Noufflard⁵³ le détachement devrait s'abstenir de toute opération ne pouvant aboutir à la victoire. Son action devait se borner à localiser les mouvements dans les cantons troublés et notamment l'axe Natitingou-Kouandé, à surveiller la région et à recueillir des informations sur les meneurs, leur force, leurs moyens et tous les éléments d'informations utiles à la préparation d'une opération de pacification⁵⁴. Mais, le Lieutenant-gouverneur Noufflard en tournée dans le cercle, et dans sa précipitation habituelle, trouvait le détachement déjà suffisant pour mener des opérations. Il décida de passer à l'offensive. Ainsi, il engagea le combat de Nankuiré à mi-chemin entre Kouandé et Natitingou le 28 juin 1916. Il ne parvint toujours pas à mettre la main sur KABA. Ce fut encore un échec. Le détachement enregistra deux tirailleurs tués et quatre blessés. KABA se retire de là et installe son Quartier Général (QG) à Ouorkou Tambou, d'où il contrôle l'axe de Kouandé à Djougou et celui de Kouandé à Natitingou.

Le détachement s'installe à Kotopounga et à Poupouré afin de contrôler Ouorkou Tambou, à proximité. Leur positionnement n'inquiéta point la rébellion qui ne cessait de multiplier des attaques de harcèlement.

Le 17 juillet, un détachement de tirailleurs avec un sergent indigène escortant le courrier de Natitingou à Kouandé fut intercepté

⁵² « Colonne de l'Atacora », Archives Historiques de l'Armée de terre, Dossier 53, pièce 1. Cité par TIANDO, *Idem*, p. 42.

⁵³ Télégramme Officiel n° 1146, juillet 1916, Lieutenant-gouverneur au commandant de cercle de l'Atacora ; Archives Nationales du Bénin.

⁵⁴ TIANDO, *ibidem*.

dans le défilé de Ganikpérou solidement occupé par une force évaluée à près de 500 rebelles barrant ainsi la route Natitingou-Kouandé⁵⁵.

Le 24 juillet le Lieutenant Gaillard avec une cinquantaine de tirailleurs se porta sur les lieux et obligea les rebelles à se retirer. Le bilan de cette opération est assez lourd : 3 soldats furent tués, 4 autres blessés ainsi que 6 indigènes civils. Alors que du côté des rebelles on déplore 10 morts et de nombreux blessés.

Invités à se rendre, les résistants répondent en ces termes : « *Les blancs ont pris nos fils pour faire des tirailleurs qui maintenant viennent nous tuer ; c'est fini, mourir pour mourir, nous préférons succomber en faisant la guerre aux blancs ; si vous continuez à nous attaquer nous irons brûler Kouandé et nous couperons la tête à tous les blancs que nous rencontrerons*⁵⁶ ».

Pendant que Gaillard tentait d'appréhender KABA dans la région de Kouandé, il fut informé que le foyer du secteur de Tanguiéta était en ébullition. Les caravaniers étaient attaqués et dépouillés de leurs biens aux environs de Taïcou. Le 13 juillet les maisons d'un camp peulh sont brûlées, deux morts et plusieurs blessés⁵⁷. Il se porta sur les lieux pour recueillir des informations. Il se rendit compte que la recrudescence de la rébellion de Taïcou faisait suite à la visite de KABA à ce foyer d'où il est originaire. Cela confirme bien la liaison qui existait entre les deux mouvements qui ont leurs théâtres respectifs dans le secteur de Tanguiéta, dans les confins de Kouandé et de Natitingou. Il n'y avait

⁵⁵ Télégramme Officiel n°68 R., le commandant de cercle Natitingou au Lieutenant-gouverneur à Porto-Novo. Archives Nationales Bénin.

Cette grande route que longe la ligne télégraphique, traverse en effet, au débouché du petit village de Ganikpérou et sur une longueur de 300 mètres, une formation rocheuse constitue une position facilitant un guet-apens.

⁵⁶ Tiando, *ibidem*.

⁵⁷ Rapport du chef poste de Tanguiéta au commandant de cercle à Natitingou en date du 16 juillet 1916. Il eut eu prise de bec entre le chef peulh Baba Poudo et une famille des Natimba de Taïcou dont un des jeunes fut battu à mort par les Peulhs. La réplique ne s'est pas fait attendre par les Natimba qui cherchaient des boucs émissaires pour attaquer les peulhs qu'ils qualifiaient de délateurs, de traîtres.

plus d'ombre d'un doute que KABA en était l'unique meneur des différents troubles qui régnaient dans le pays. Il ne se passait de jour sans que le nombre d'adhérents à la cause de KABA ne croisse. Malgré les pertes sévères infligées aux rebelles par le détachement de Gaillard, ceux-ci élargissaient leur campagne d'attaques agressives, de sabotage et de terreur.

Le Gouverneur Général qui jusque-là recommandait la temporisation, se décide à l'idée d'une opération militaire dans la région. La décision fut prise de commun accord avec le Général Goulet, Commandant Supérieur des Troupes de l'A.O.F. Ce fut à lui que l'organisation technique des opérations de la répression a été confiée.

A cet effet, le Capitaine Renard fut détaché en mission au Dahomey en vue de procéder à toutes les études nécessaires à la préparation d'une action militaire avec des instructions suivantes :

- Reconnaître et circonscrire la région rebelle de l'Atacora ;
- Recueillir tous renseignements nécessaires à la préparation d'une colonne ;
- Eviter d'engager des actions prématurées ;
- Reconnaître les autres régions où la soumission des populations laisse à désirer⁵⁸.

Le but visé est d'encercler la région, de détruire des centres de résistance, notamment à Kouandé, à Natitingou et à Tanguiéta, d'amener la population à la soumission complète, de la désarmer intégralement, de remettre les meneurs à la justice. Il était question aussi, de détruire les fortifications, de fixer des amendes, de payer les impôts, de réintégrer les populations dans les villages, et d'incorporer de force tous les jeunes gens ayant pris part à l'insurrection.

⁵⁸ TIANDO, op. cit. p. 43

Pour être opérationnel dans la bataille, il fallut rechercher les troupes qui connaissent bien le pays, qui savent se déplacer à pied et capables de manœuvrer dans les mêmes conditions que les insurgés. Le choix du Commandant Renard se porta sur les tirailleurs sénégalais qui vont alimenter les différents sites d'opération, plus un additif de guides recrutés sur place⁵⁹. A cet effet, il est prévu la création d'une tête d'étape à Savè au point terminus de la voie ferrée pour assurer le ravitaillement des troupes et l'évacuation des blessés.

Tandis que commençaient la concentration des troupes et de la logistique entre Bembéréké et Kouandé, le Comandant Renard prenait le commandement du Cercle de l'Atacora le 1^{er} novembre 1916. Tout était enfin prêt pour engager les opérations contre KABA. Mais le pourrissement de la situation dans le cercle du Moyen-Niger (Borgou) obligea le Lieutenant-gouverneur Noufflard, à modifier le plan initialement prévu.

La révolte de Bio Guerra qui venait d'éclater paralysait l'accès du territoire du Niger. Comme il était nécessaire de débarrasser cette voie très importante, il fut décidé de faire démarrer les opérations de répression par le Borgou. Le 20 novembre 1916 le commandant Renard arrive à Bembéréké où le Lieutenant-gouverneur Noufflard l'avait précédé.

Les représailles contre la révolte de Bio Guerra commencèrent. La prise du village de Baoura où Bio Guerra s'était établi marqua la fin de la répression le 17 décembre 1916. Après quoi, Renard et ses troupes se replièrent vers Kouandé ; il y parvint le 26 février. La répression contre ABA allait enfin commencer.

⁵⁹ Ces derniers connaissent parfaitement la signification des traces laissées par les rebelles sur le sol ou sur les herbes et les arbres pour leur propre repère.

4- La mort du Héros les armes à la main

a) Le rapport des forces

La répression de KABA fut de taille ; les forces mises à contribution dépassaient les limites de l'opération. Les forces de l'opération étaient constituées d'une colonne comprenant 4 compagnies d'infanterie du 3^e régiment de « tirailleurs sénégalais » à effectif de 200 soldats chacune. Elles étaient secondées par 5 autres compagnies dirigées respectivement par le Lieutenant Deschamps, le capitaine Tirvelot, le Lieutenant Tognet, le Lieutenant Gaurat, secondé par le Sous-lieutenant Kiempinske⁶⁰.

L'utilisation des mitrailleuses et des grenades répondaient efficacement au type de résistance de rebelles insaisissables dans les couloirs de montagnes.

Les soldats d'infanterie étaient dotés de munitions : 500 cartouches par homme. La section d'artillerie encadrée par 7 européens et à effectif de 29 « indigènes », était approvisionnée en 300 explosifs et 100 obus de mitrilles. Ils étaient également munis d'explosifs divers⁶¹ ainsi que des outils de bûcheron et de terrassier.

Le soutien logistique était assuré à partir du poste de commandement de Kouandé où se trouvait une gérance annexe chargée de ravitailler la colonne en vivres. De même, une ambulance d'évacuation avait été établie dans la même localité. Les évacuations sanitaires entre la zone opérationnelle et Savè étaient assurées. L'essentiel des moyens de transport pour le combat était constitué des porteurs amenés du Borgou ou recrutés sur place parmi ceux qui sont restés fidèles au Blanc, et plus tard les prisonniers. A la veille des opérations, toute la région hostile à l'administration coloniale était quadrillée par les forces de l'ordre.

⁶⁰ Kouandété, idem.

⁶¹ Les explosifs étaient composés de grenades, de fusées et de pétards de mélinite.

Par rapport au corps de bataille de KABA, la supériorité ennemie sur le plan technique était visiblement nette et lui donnait plus d'avantage. Mais connaissant la force de frappe de l'ennemi, KABA avait adopté la stratégie qui consistait à se positionner derrière les fortifications et à éviter l'attaque frontale. L'arsenal militaire très modeste, était composé d'arcs, de flèches de harpons et de lances empoisonnés au strophantus⁶², de sabres, de couteaux, de poignards et de haches. Mais d'où provenait cet armement aussi diversifié que possédaient les rebelles ?

La population de la région connaissait depuis fort longtemps la maîtrise de la technologie de la métallurgie primaire et secondaire qui a joué un rôle important dans les mouvements de populations et les échanges entre les différents groupes sociaux de la localité (Tiando et N'Tia, 1997 :53-62).

Ainsi, à travers la présence de scories et de quelques fourneaux encore en élévation sur le site de Datawori, on est porté à croire que ce serait les résistants qui ont mis en place cette industrie de production de loupes de fer pour la fabrication d'armes.

Ces activités ont pu s'effectuer grâce à la présence, dans les rangs des résistants, de plusieurs individus appartenant aux groupes spécialistes de la métallurgie primaire et secondaire, notamment les clans des Daasaba, des Yaaba, des Bèètiba⁶³ et des Gulmaceba.

⁶² Espèce d'arbre dont les écorces contiennent de poison.

⁶³ Ce sont les Bèètiba qui transformaient les loupes de fer en morceaux de fer et fabriquaient les différentes armes de combat, et d'autres objets tels que : les houes, les bagues, les bracelets, etc.



Figure n°7 : Batterie de fourneaux du site de Datawori(Extrait de : Projet “Métallurgies Africaines”, *Les Technologies Métallurgiques dans l’Atacora/* Equipe pluridisciplinaire/ Coordinateur du projet : E. TIANDO ; UAC- 1997.

De ces hauts fourneaux, les résistants tiraient l’essentiel du fer ayant servi à la fabrication des flèches et d’autres armes.

Les résistants utilisaient aussi les fils des lignes télégraphiques dont les coupures sont signalées dans plusieurs documents.⁶⁴ La coupure des lignes télégraphiques n’était pas destinée seulement à saboter la communication, mais les insurgés utilisaient ces fils pour fabriquer des flèches surtout⁶⁵. C’est principalement sur le tronçon Dambouti-Konkonbiri, où on rencontrait plusieurs

⁶⁴ Il s’agissait des lignes de Djougou-Kouandé, de Kouandé-Natitingou et de Kouandé- Konkonbiri, In Rapport du Commandant Renard sur situation politique de l’Atacora à la date du 15 mai 1917, cité par Tiando, op. cit., p.48.

-Télégramme Officiel N° 607 du Lieutenant-gouverneur au Commandant du cercle de l’Atacora, attirant son attention sur la présence des rebelles coupant les fils télégraphiques sur le territoire de Fada-N’Gourma, notamment à Konkonbiri. Ce fut un relai d’information du Gouverneur-Général qui avait été saisi par le Commandant du cercle de Fada-N’Gourma.

-Télégramme Officiel n° 407 du Ct Renard au Lieutenant- gouverneur à la date du 21 avril 1917.

⁶⁵ -Télégramme Officiel n° 88 du Ct Renard au Lieutenant-gouverneur en date du 17 février 1917.

forgerons Gulmaceba spécialistes de la métallurgie du cuivre, que les fils télégraphiques ont été détruits. Les sources orales, confirmées par les informations documentaires, indiquent que les populations des villages environnants approvisionnaient en flèches les résistants⁶⁶.

En dehors du transport des vivres aux lieux des fortifications, les femmes ont aussi pris part aux combats et formaient le corps médical par excellence. Elles soignaient les blessés et assuraient la logistique du champ de bataille⁶⁷.

L'utilisation des armes à feu sur le lieu des combats du côté des rebelles a été rare, même si les documents en font allusion⁶⁸ au cours de la pacification.

b) Les grandes étapes du combat et la fin du Héros

A la veille des opérations décisives, d'un côté comme de l'autre, des hommes guettent l'adversaire, avec armes ou sans armes, parfois sans uniforme. Tous n'attendent qu'un signal pour réagir. La trêve touchait à sa fin. La tension était à son paroxysme. Puis, la recrudescence des attaques contre les postes et les voies de communication constituait un indice d'offensive.

Les combats sont menés selon plusieurs tactiques : attaques de front, anéantissement par l'encerclement, manœuvres rapides, mouvements tournants, guet-apens et assauts. Les insurgés quant à eux, munis généralement de flèches et non de fusils, attendaient les détachements de la colonne derrière leurs positions fortifiées. L'arrivée des tirailleurs est annoncée par des guetteurs et chaque résistant prend sa place de combat. Maîtrisant parfaitement le terrain, ils lancent les flèches à une distance raisonnable permettant de blesser grièvement l'ennemi.

Lorsque la position des insurgés est découverte ou attaquée, ils abandonnent les lieux pour un autre. C'est à cette mobilité que KABA et les siens soumettent la colonne française.

⁶⁶ Voir Télégramme Officiel n°88.

⁶⁷ Kouandété, op. cit., p.69.

⁶⁸ Correspondance n° 23 du Capitaine Nicolas en data du 12 juin 1917, In Colonne de l'Atacora.

Tout est enfin prêt selon les délais prévus. La colonne quitte Kouandé le 1^{er} mars 1917 et attaque le même jour le repaire de Wooriki-Tambou qui constitue le Quartier Général (Q.G.) de KABA. Ce repaire lui offrait un emplacement de choix et il l'y avait consacré un temps précieux et tous les soins à réaliser une organisation conséquente de terrain.

Au moment où la section d'avant-garde aborde le premier mur, les résistants envoient une volée de flèches en criant « *c'est fini de payer l'impôt, fini de faire les routes, fini de fournir les tirailleurs* ». La position est néanmoins enlevée par la colonne qui a subi 4 soldats blessés⁶⁹, et les résistants se retirent. Après avoir successivement détruit les autres positions fortifiées de Péka le 2 mars, de Niarisséra et de Tangnotiré le 5 mars sans jamais mettre la main sur KABA, mais 18 morts déplorés côté résistants⁷⁰, la colonne se dirige le 6 mars vers le Sud-Ouest de Kouandé. Elle attaque les repaires de Kpéroukari et de Nankuiré. Il est signalé du côté des rebelles 19 morts, 8 femmes prisonnières et une soixantaine de bœufs capturés ; les forces de l'ordre de l'administration coloniale enregistrent 1 blessé⁷¹.

Par ses manœuvres, KABA fit croire à Renard qu'il s'était replié dans la localité de Taïcou au sud de Tanguiéta, le 10 mars 1917. Par ailleurs, il y eut, avant cette fausse alerte, l'attaque d'un courrier à 4 kilomètres de Tanguiéta par les rebelles de Taïcou le 4 mars, au cours de laquelle un caporal d'escorte a été tué et plusieurs blessés dans le rang des résistants.

La colonne s'y porta le 18 mars⁷². Le lendemain, elle attaque le repaire de Tahongou (à proximité de Taïcou), situé au milieu de blocs rocheux. La caverne où les résistants s'étaient réfugiés est encerclée et canonnée. Les résistants

⁶⁹ Télégramme Officiel n° 328 en date du 4 mars 1917, Renard, au Lieutenant-gouverneur/ Porto-Novo, au commandant militaire Togo ANECHO et Capitaine chargé Affaires – Cotonou.

⁷⁰ Ibidem.

⁷¹ Télégramme Officiel n° 344 en date du 10 mars 1917, Renard, au Lieutenant-gouverneur/ Porto-Novo, au commandant militaire Togo ANECHO et Capitaine chargé Affaires – Cotonou.

⁷² Télégramme Officiel n° 368 en date du 21 mars 1917, Renard, au Lieutenant-gouverneur/ Porto-Novo, au commandant militaire Togo ANECHO et Capitaine chargé Affaires – Cotonou.

enregistrent plus de cinquante morts, tandis que la colonne avoue six blessés dont le Capitaine Hegelbacher⁷³. Du 21 au 24 mars, la colonne parcourt la région de Cobly où elle détruit les repaires signalés avant de revenir attaquer celui de Taota près de Taïcou. Le 26 mars, ce sont les localités de Manougou, de Tora, de Bounta et de Toucountouna qui reçoivent la visite de la colonne. Le 27 mars, Toucountouna qui est voisin de Taïcou est fouillé ; mais KABA était au-delà de cette localité.

De ses agents de renseignement, Renard apprit que KABA se trouvait dans la région de Tampobiré au nord-est de Natitingou, plus précisément à Datawori. Le 7 avril 1917 la colonne aborda ce site fortifié et apparemment infranchissable, dans la mesure où il se trouvait à l'intérieur d'un profond ravin où coule une rivière du nom de Sarika⁷⁴.

Renard fit encercler la position fortifiée et ordonna quelques fusillades d'intimidation. Il tenta une négociation avec les résistants qu'il invita à se rendre⁷⁵. Mais sur son entêtement, KABA et ses guerriers refusent de se soumettre.

Après deux heures environ d'attente infructueuse, Renard donna l'assaut à 14 heures. Le combat dura quatre heures au cours desquelles le repaire de Datawori fut en proie aux feux nourris des obus tirés des deux rives du cours d'eau⁷⁶. Le combat fut très acharné et âpre. Les combattants de Nassoukou et de Firou qui venaient en renfort n'osèrent se jeter dans ce guêpier ; ils rebroussèrent alors chemin. Le point de Woori⁷⁷ chancelle ; l'inquiétude est d'autant plus grande qu'aucun secours ne pouvait se profiler à l'horizon. Les résistants firent preuve de courage et de ténacité . Mais le déséquilibre des forces était net. Pouvait-on attendre une efficacité des flèches contre les obus ? Il est

⁷³ Idem.

⁷⁴ C'est en aval du site que les populations des villages environnants, escortées des gardes de cercle, allaient chercher les bambous et le raphia pour la construction des différentes maisons administratives.

⁷⁵ Le commandant Renard cherchait peut-être à sauver les femmes et les enfants qui s'étaient entassés dans le ravin avec les rebelles, et éviter aussi une hécatombe.

⁷⁶ Télégramme Officiel n° 390 en date du 10 avril 1917, Renard, au Lieutenant-gouverneur/ Porto-Novo, au commandant militaire Togo ANECHO et Capitaine chargé Affaires – Cotonou.

⁷⁷ Faille très profond et dangereux (en langue waama).

donc clair que l'issue du combat ne pouvait tourner qu'à l'avantage de la colonne.

A 18 heures, le repaire de Datawori était complètement ratissé et la révolte définitivement brisée. Plus de 400 cadavres déchiquetés baignaient dans un torrent de sang – dont KABA bien identifié – dans le ravin au milieu des éclats de roches⁷⁸. On dénombra 320 prisonniers. La colonne enregistra 3 tirailleurs tués et 27 blessés⁷⁹. Il fut consommé 19 obus, 39 grenades et 26000 cartouches⁸⁰.

La tragédie des combats de Datawori et la mort de KABA jetèrent un grand émoi au sein des populations et émoussèrent en elles toute intention de poursuivre la résistance. Comme partout dans les autres régions de la colonie et en Afrique de l'ouest, la roue avait tourné au désavantage des résistances. La force venait ainsi d'avoir raison du droit.

Le lendemain 8 avril, après l'exploration et la destruction du repaire de Woori, la colonne part pour Maka (région située au nord de Kouandé). Elle visite successivement les villages de Guilmaro les 10 et 11 avril, campe à Nassoukou le 12. Elle détruit sur son parcours quelques petits retranchements et parvint à Firou où les rebelles avaient déserté le mur de pierres qui l'entourait.

La journée du 14 avril fut consacrée à la destruction des fortifications et à la reconnaissance de l'autorité coloniale. Une autre équipe part pour Konkobiri le même jour. Le 15 avril un détachement de la colonne se rend à Kérou et regagne Kouandé le 20 avril. Les 6^e et 8^e compagnies arrivent à Kouaba le 22 avril après avoir visité le village de Tampobiré (12 kilomètres environ de Woori), où le Chef TOUSSIRETE, un des meneurs de la rébellion, retranché dans sa case se fait tuer avec son fils par un sergent « indigène » de l'avant-garde, (Kouandété, op. cit. p.91). Décidément, la pacification prenait ainsi corps par le quadrillage de toute la localité des insurgés.

⁷⁸ Télégramme Officiel n°390 en date du 10 avril 1917, Renard, au Lieutenant-gouverneur/ Porto-Novo, au commandant militaire Togo ANECHO et Capitaine chargé Affaires – Cotonou.

⁷⁹ Idem

⁸⁰ Idem

CONCLUSION

Le mouvement de résistance populaire qui s'est soldé par la mort de KABA et des siens, a été l'une des résistances la plus violente, et sans doute, l'une des plus meurtrières au Dahomey. La région en est sortie ulcérée et psychologiquement abattue, vidée.

Ces événements tragiques survenus dans la localité entre 1915 et 1917 revêtent les formes classiques de soulèvement populaire dont la finalité, ici, était de mettre fin à l'ordre colonial. Mais le plus étonnant, c'est la dimension prise par le mouvement. Comment a-t-il pu naître et se développer dans un milieu qualifié d'acéphale ? Ceci nous amène à dire qu'il n'y a jamais eu de sociétés sans organisation politique, qu'elles aient connu un pouvoir centralisé ou pas, si elles peuvent s'unir, se mobiliser pour défendre la cause d'un idéal commun.

Dans la mémoire du commun des mortels de l'Atacora, KABA n'est pas mort mais il a « disparu » dans la nature. La magnificence du leader charismatique à travers les chants de générations en générations réside dans la ténacité, la bravoure, l'audace dont il a fait preuve. À aucun moment, sa puissance ne laissait persuader qu'il pouvait succomber dans les ravins de Woori.

Le mérite du Héros demeure dans sa tactique de guerre. L'emploi de différentes méthodes de résistance marque la volonté de vaincre de KABA, qu'il s'agisse de l'action retardatrice qui consiste à changer de position et à fatiguer l'adversaire, ou du harcèlement, puis l'organisation de zones de résistance rendue nécessaire par les impératifs de ravitaillement, le mythe de la fortification et le cœur de ne pas craindre la différence des forces des armes.

Pour minimiser l'acte d'engagement opiniâtre de KABA, certains écrits de l'administration coloniale le qualifient de féticheur, d'énergumène agitateur de profession pour camoufler sa bravoure.

Par contre, le Commandant Renard qui l'a vu à l'œuvre reconnaît qu'il fut un grand meneur d'homme et un stratège.

KABA n'a pas combattu pour une cause politique quelconque, mais pour soustraire le peuple de l'oppression de l'administration coloniale.

Cependant, après la pacification et la réintégration des villages, les populations furent implacablement soumises aux exigences de l'administration coloniale.

SOURCES ET ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

Sources orales

Dans le cadre de cette recherche nous avons consulté antérieurement quelques personnes-ressources dont les informations recueillies ont complété celles des sources d'archives et de bibliographie.

Liste des informateurs

1. **KASSA Monkou**, 90 ans environ, anciens délégués de Tchatangou, village situé au nord-ouest de la Perma, à 4 km environ des puits du placier. Entretien du 4 juillet 2008. *Nous avons reçu de lui des informations sur l'itinéraire de KABA dans les régions de Kpètèna, WoroukouTambou et de Kpérroukari. (Il n'est plus).*
2. **KOUANDA PEDRO Boni Salifou**, né en 1920, 88 ans, Instituteur à la retraite, ancien Député du Dahomey ; entretien du 15 janvier 2009. *Il nous a fourni des informations sur les constructions des maisons administratives et des routes. (Décédé l'année dernière).*
3. **KOUANDETE Yancoh**, 80 ans environ, actuel chef de terre de Yarikou, nous l'avons rencontré à Bangrétambou dans sa maison alors qu'il s'apprêtait à être investi comme chef de terre. Entretien du 05 juillet 2008. *Il faisait parti de ceux qui accompagnaient des gens sur les bords de la rivière Sarika, en aval de Datawori, pour chercher les bambous et le raphia pour la réfection de la maison du Commandant de Cercle et des autres maisons administratives.*
4. **NAÏNI Kouagou**, ancien combattant de la Seconde Guerre Mondiale, né vers 1913, interrogé le 30 juin 2008. *Nous avons obtenu de lui des informations sur les conditions de recrutement militaire et les conditions de travail sur les routes. (Décédé en 2010).*

SOURCES D'ARCHIVES

- Rapport d'Ensemble 1903, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-1.
- Rapport d'Ensemble 1908, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-1.
- Rapport d'Ensemble 1911, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-1.
- Rapport d'Ensemble 1912, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-1.
- Rapport d'Ensemble 1913, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-1.
- Rapport d'Ensemble 1914, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-1.
- Télégramme Officiel n°68R. du Commandant de Cercle Pieussergues au Lieutenant-gouverneur à Porto-Novo, du 18 juillet 1916, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°517 du Commandant de Cercle Pieussergues au Lieutenant-gouverneur à Porto-Novo, du 9 juillet 1916, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°114 du Lieutenant-gouverneur au Commandement de Cercle – Natitingou, de 1916, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°184 du Commandement Renard au Gouverneur Porto-Novo, du 1^{er} Février 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°92 du Commandement Reynier au Gouverneur Porto-Novo, du 23 Février 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.

- Télégramme Officiel n°328 du Commandant Renard au Gouverneur Porto-Novo, Commandant Militaire Togo ANECHO et Capitaine Chargé Affaires-Cotonou, du 4 mars 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°179 C.V., du Lieutenant-gouverneur au Commandant Militaire Kouandé et Cercle Natitingou, du 6 mars 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°179 C.V., du Lieutenant-gouverneur au Gouvernement Dakar, du 9 mars 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°344 du Commandement Renard au Gouverneur Porto-Novo, Commandant Militaire Togo, Capitaine chargé affaires-Cotonou, du 10 mars 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°420 du Gouverneur Dahomey au Commandant Colonne Kouandé, ANECHO, le 12 mars 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°359 du Gouverneur Porto-Novo au Commandant Militaire Togo, Capitaine chargé affaires-Cotonou, du 14 mars 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°368 du Commandant Renard au Gouverneur Porto-Novo, Commandant Militaire Togo, ANECHO, Capitaine chargée affaires-Cotonou, du 21 mars 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°376 du Commandement Renard au Gouverneur Général, Commandant Supérieur DAKAR, Gouverneur Porto-Novo, du 05 avril 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.
- Télégramme Officiel n°390 du Commandement Renard au Gouverneur Porto-Novo, Commandant Militaire Togo, ANECHO, Capitaine chargée

affaires-Cotonou, du 10 avril 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.

- Télégramme Officiel n°261 C.V. du Gouverneur Porto-Novo, au Gouvernement DAKAR, du 21 avril 1917, Direction des Archives Nationales, Bénin, Carton 1^E4-2.

Ouvrages spécialisés

ALMEIDA-TOPOR (d' H.) 1995, *Histoire Economique du Dahomey* (Bénin) 1890-1920, Paris, Edit. L'Harmattan, Volume II, 422 p.

CORNEVIN (R.) 1981, *La République Populaire du Bénin, des origines Dahoméennes à nos jours*, Paris, Editions G.-P. Maisonneuve et Larose, 584 p.

CHAILLY(M.) 1979, *Histoire Générale de l'Afrique Occidentale Française 1638-1959*, Paris, Nouvelles Editions Africaines, 580p.

DESANTI (H.) 1945, *Du Dahomey au Bénin-Niger*, Paris, Editions Larose, 262 p.

LOMBARD (J.) 1967, *Autorités Traditionnelles et Pouvoirs Européens en Afrique Noire*, Paris, Editions Armand Colin, 269 p.

TIANDO(E.)(Sous la coordination, 1997), *Les Technologies métallurgiques dans l'Atacora (Nord-Ouest du Bénin)*, Campus Universitaire d'Abomey-Calavi, Cotonou.

Travaux académiques

Mémoires et thèse

ANIGNIKIN (S.) 1981, *Les origines du mouvement national au Dahomey (1900-1939)*, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle, Université de Paris VII, 457p.

DEBOUROU (M.) juin 1975, *Equipement et Travail Forcé dans le Nord-Dahomey, de 1897 à 1939*, Mémoire de maîtrise, Paris, 156 p.

TIANDO (E.) 1978, *Perspective d'approche historique des populations de l'Atacora, l'Exemple des Waaba - Tangamba - Daataba*. Mémoire de maîtrise, Cotonou, 1978, 212 p.

Documents spécifiques sur l'Atakora

GARCIA (L.) 1970, *Les mouvements de résistance au Dahomey (1914-1917)*, In « Cahiers d'études africaines », Paris, éditions Karthala, pp.144-178.

KOUANDETE (I. M.) 1971, *KABA, un aspect de l'insurrection nationaliste au Dahomey*, Porto-Novo, Edit. Silva, 96p.

MERCIER (P.) 1968, *Tradition, Changement, Histoire. Les « Somba » du Dahomey Septentrional*, Paris, Editions Anthropos, 536 p.

Article

N'TIA (R.) 2011, *Natitingou dans son contexte historique*, In Etudes réalisées dans le cadre du Renouveau de l'Exposition Muséographique du Musée Régional de Natitingou, 2011, 60 p.

TIANDO(E.)Décembre 2004, *La flèche contre l'obus : chronique d'une révolte anticoloniale et de sa répression dans le Haut-Dahomey (1915-1917)*, in Annales de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines N°9, Cotonou, pp. 36-56.

Table des illustrations

Photographie :

1- Lieu où était prélevée la terre ayant servi à la fabrication des briques de construction.....	34
2- Chevrons de rônier supportant la dalle de l'étage.....	35
3- Une rôneraie dans les environs de Ouassa Péhunco.....	36
4- Rônier témoin de l'époque coloniale.....	37
5- Visage de l'immeuble ayant abrité le commandant du cercle.....	39
6- Exemple de position fortifiée de Woori.....	51
7- Batterie de fourneaux de site de Datawori.....	61

Carte :

Présentation du secteur des mouvements de résistance.....	49
---	----

Table des matières

Remerciements	1
Introduction	2
Première partie : Approche conceptuelle et méthodologie	7
Problématique.....	8
Clarification conceptuelle	9
Revue littéraire	10
Méthode de collecte d'analyse des données.....	12
Les problèmes ou handicaps à la recherche	13
Deuxième partie : Présentation des premiers résultats à titre illustratif.....	18
A- Les fondements de la révolte populaire	20
1- Le mauvais démarrage de l'administration coloniale.....	20
2- La pénible administration du nouveau cercle	22
3- L'institution de l'impôt : une pilule insupportable	25
B- La montée des tensions	30
1- Le choix de Natitingou comme Chef-lieu du cercle de l'Atacora et son implication dans la révolte.....	30
2- Les conditions de travail sur le chantier de Natitingou.....	33
3- Les campagnes de recrutement	40
C- Des mouvements populaires à l'affrontement contre KABA	43
1- La crise de confiance.....	44
2- KABA : l'homme et les préparatifs de guerre	
3- Des soulèvements sporadiques et tragiques.....	52
4- La mort du Héro les armes à la main	60
Conclusion	68
Table des illustrations	76
Table des matières	77